

Le pouvoir transformateur des
villes éducatrices

DES



Sommaire

- 1. Présentation** **4**
- **Organiser un nouveau congrès de l'Association internationale des villes éducatrices 24 ans après.**
- 2. Les clés du congrès** **5**
- **Travailler en réseau, tournés vers l'avenir.** Jordi Martí i Galbis, conseiller à la Présidence et au Territoire
 - **L'organisation du Congrès international des villes éducatrices.** Antònia Hernández Balada, directrice du XIII^e Congrès international des villes éducatrices
- 3. Le pouvoir transformateur des villes éducatrices** **8**
- Réflexions des membres du Comité scientifique du Congrès :
 - o Àngel Castiñeira
 - o Miquel Martínez
 - o Montserrat Anton Rosera
 - o Cristina Armendano
 - o Josefina Cambra
 - o Salvador Cardús i Ros
 - o Josep Maria Font i Font
 - o Anna Jolonch
 - o Milagros Pérez Oliva
 - o Joan Manuel del Pozo
 - o Montserrat Riba i Cunill
 - o Enric Roca Casas
 - o Clara Romero Pérez
 - o Francesc Torralba
- 4. Les idées force** **31**
- **Une ville éducatrice, une ville qui inclut.** Àngel Castiñeira et Miquel Martínez, codirecteurs du Comité scientifique du Congrès
- 5. Les propositions** **36**
- **Les défis d'une ville éducatrice.** Déclaration du XIII^e Congrès international des villes éducatrices

Publication éditée au motif du XIII^e Congrès international des villes éducatrices, qui s'est tenu à Barcelone du 13 au 16 novembre 2014

Édition :

Département de la Présidence et du Territoire
Gestion des ressources
Direction des Services généraux

Support technique :

Direction et Secrétariat du XIII^e Congrès international des villes éducatrices

Coordination éditoriale :

Antònia Hernández Balada
Marc Garcia Cebrian
Carme Segura Capellades

Support technique :

Santi Capellera

Maquette et graphisme :

Santiago Ferrando

Droits de l'édition : Mairie de Barcelone

Droits des articles : les auteurs

Impression : Imprimerie municipale

1. Présentation

Organiser un nouveau Congrès de l'IAEC 24 ans après

En 1990, Barcelone lançait au monde l'idée de « ville éducatrice ». 24 ans plus tard, le 13^e Congrès international des villes éducatrices, que nous venons de célébrer, a été un événement mondialement reconnu, grâce au travail commun d'un grand nombre de personnes, organismes, associations et entreprises de notre ville et de notre pays, qui se sont activement impliqués dans son organisation. Je souhaite ici remercier sincèrement leur travail, encore bien nécessaire aujourd'hui, malgré les avancées en matière de reconnaissance des droits des personnes au sein de notre société.

Le congrès a mis en évidence, une fois de plus, l'importance des villes pour tout ce qui a trait à l'éducation, dans le contexte de valeurs que la ville transmet de bien des manières. Des expériences ont été analysées et partagées, des propositions ont été faites pour que les villes du monde soient toujours plus éducatrices et plus inclusives, en produisant bien-être, santé et intérêt pour le bien commun parmi toutes les personnes qui y vivent.

Les conférences, les ateliers, les tables rondes et toutes les autres activités nous ont enrichis et ont approfondi les objectifs fondamentaux du congrès. Il nous faudra continuer à y réfléchir car, en définitive, les villes doivent exercer et développer cette fonction éducative et pédagogique parallèlement à l'éducation traditionnelle (économique, sociale, politique et de prestation de services). Nous devons faire particulièrement attention à la formation, la promotion et le développement des enfants et des jeunes, avec la ferme volonté d'encourager la formation tout au long de la vie.

Ces rencontres nous ont permis de rappeler, une fois encore, la nécessité de continuer à favoriser des politiques inclusives. C'est pourquoi je souhaite renouveler mon engagement à continuer à développer, encore davantage, des politiques proactives et préventives pour ne laisser personne derrière nous. Des propositions fermes pour éradiquer les causes de l'exclusion et offrir des opportunités éducatives, de loisirs, culturelles et sportives, qui transmettent les valeurs de l'inclusion, de la solidarité et de la cohésion sociale.

Je souhaite transmettre mes remerciements à tous les participants, ceux qui sont venus de près et ceux qui sont venus de très loin, en espérant qu'ils aient apprécié leur séjour dans notre ville. Ils seront toujours reçus les bras ouverts. De même, je félicite avec enthousiasme les organisateurs et les membres du Comité exécutif de l'Association internationale des villes éducatrices, pour leur professionnalisme et leur contribution décisive au succès du congrès.

Un événement très important, qui nous a permis de partager des connaissances et des expériences afin d'avancer ensemble dans la construction de villes plus justes et inclusives, faites pour les personnes et avec les personnes.

Xavier Trias
Maire de Barcelone

2. Les clés du congrès

Travailler en réseau tourné vers l'avenir

Jordi Martí i Galbis, Président du comité organisateur du XIII^e Congrès international des villes éducatrices

Il y a de cela 24 ans aujourd'hui, Barcelone lançait une course dans l'éducation et la sociabilisation urbaines qui déboucha sur ce qui fut le 1^{er} Congrès des villes éducatrices du monde. Depuis, Barcelone n'a jamais cessé de contribuer à l'inclusion de personnes et de collectifs urbains socialement vulnérables. Son engagement de ville éducatrice a encore une fois été mis en évidence par l'organisation d'un deuxième congrès à Barcelone, que nous avons célébré cette année et qui correspond au treizième congrès.

Le succès du XIII^e Congrès international des villes éducatrices place la ville au centre de l'inclusion mondiale des personnes et de leur intégration dans le contexte urbain. Profiter du potentiel éducateur des villes doit nous permettre d'être une ville leader de la vertébration des agents citoyens pour un plus haut degré d'égalité et de bien-être. C'est pourquoi pendant la célébration du Congrès, une des maximes les plus répétées parmi les conférenciers et les congressistes du monde entier a été : « la ville éducatrice est la ville qui convoque et qui provoque l'action, celle qui inclut et celle qui ne laisse ni de côté ni dans la marginalité aucun secteur social ».

Après le Congrès, Barcelone se renouvelle dans les concepts d'égalité, d'inclusion et de lutte contre la vulnérabilité sociale. Une ville éducatrice est une ville qui combat la solitude des personnes au milieu de tant de monde, en favorisant les réseaux de complicité et d'engagement ; qui fait de la créativité et de l'innovation sociale un élément d'inclusion ; qui est capable d'inventer l'avenir en transformant les exclus en inclus. Éducation, intégration, inclusion et enrichissement personnel de l'intellectualité et de la pensée sont des normes de base pour vivre ensemble dans les grandes villes, au milieu d'autres personnes différentes à tous les niveaux et sous tous les angles. L'éducation est fondamentale et inclusive à tout point de vue, aussi, une ville qui éduque est surtout une ville qui inclut. C'est bien ce qu'est Barcelone. C'est pourquoi il est important d'avoir ce regard élargi sur l'éducation que nous proposent les villes éducatrices.

La ville éducatrice renouvelle en permanence son engagement envers la formation de ses habitants au cours de leur vie. Et pour que cela soit possible, elle devra tenir compte de tous les groupes avec leurs besoins particuliers. Le XIII^e Congrès international des villes éducatrices nous a servi à prendre conscience et à prendre encore davantage en compte ces valeurs et objectifs à atteindre, à nous servir du Congrès comme point de départ pour commencer à envisager les nouveaux défis du futur.

En tant que régisseur de la Présidence et du Territoire de la mairie de Barcelone, et en tant que président du comité organisateur du congrès, je tiens à remercier les différents secteurs de la mairie, qui ont renforcé, grâce à leur travail, l'influence interdisciplinaire inhérente au terme de ville éducatrice. Je souhaite également remercier pour leur travail les membres du comité scientifique, qui, grâce à leur rigueur académique et leur engagement personnel, ont veillé à la solidité conceptuelle de l'événement. Enfin, je voudrais remercier tout particulièrement les conférenciers et congressistes pour leur participation, qui a permis de tourner les regards du monde

entier vers notre ville et notre pays, nous permettant d'atteindre un haut niveau d'excellence dans le contexte de ce que doit être une ville éducatrice.

L'organisation du Congrès international des villes éducatrices.

Antònia Hernandez Balada. Direction du secrétariat technique du XIII^e Congrès

Sur le thème *Une ville éducatrice est une ville inclusive*, le XIII^e Congrès international des villes éducatrices (Barcelone, 13-16 novembre 2014) a prouvé combien la capacité à favoriser le bien-être et les opportunités sociales (inclusion) est indispensable pour construire des espaces de vivre-ensemble, de dialogue et de relation (participation) qui renforcent la capacité d'innover et de créer (créativité). L'engagement de tous les citoyens envers ces trois axes est essentiel pour corroborer l'action éducatrice de nos villes et être une ville à l'avant-garde des capitales qui font le pari du bien-être, du vivre-ensemble et de l'innovation.

Avec son engagement pour prémices, le Congrès a disposé d'alliés clés et solides pour construire son sens. D'un côté, un comité organisateur mené par le régisseur de la Présidence et du Territoire, M. Jordi Martí i Galbis, qui a permis à tous les secteurs de la mairie de venir ajouter leurs points de vue respectifs au Congrès. Le travail transversal et interdisciplinaire offert par différents organismes comme le Consorci d'Educació et les départements municipaux de Présidence, Régime intérieur, Sécurité et Mobilité ; Économie, Entreprise et Emploi ; Habitat urbain ; Qualité de vie, Égalité et Sports ; et Culture, Savoir, Créativité et Innovation, a été indispensable pour partager jour après jour la notion de ville éducatrice que nous souhaitons montrer au monde. Au sein de ce comité, la présence du Secrétariat général de l'Association internationale des villes éducatrices (AICE) – qui siège à Barcelone – a été une aide précieuse, car elle a permis de faire le lien entre la ville et l'AICE, imbriquant l'événement dans le modèle de congrès promu par l'association.

La structure organisationnelle du Congrès a été complétée par l'impulsion du Comité scientifique. De grandes personnalités, en collaboration avec les diverses universités, ont joué un rôle essentiel dans la définition du contenu du congrès et de ses principaux axes. Le Comité scientifique s'est chargé de proposer le groupe d'experts qui est intervenu lors des séances plénières, de sélectionner les expériences présentées par les villes participantes et de faciliter les séances du congrès. La rigueur scientifique de ce comité a été essentielle afin d'offrir un congrès de qualité, reposant sur une base scientifique solide.

Cette publication n'est pas un mémoire du Congrès. Elle ne prétend pas non plus en faire le bilan. *Le Pouvoir transformateur des villes éducatrices* a pour but de présenter la manière dont le Congrès a été cuisiné au niveau conceptuel. Quelle a été l'impulsion créatrice, fondée sur l'inclusion de différentes personnalités de référence du monde académique et professionnel, sur leur engagement et participation au sein du Comité scientifique, pour faire de ce congrès un espace de réflexion et d'action sur l'avenir des villes éducatrices. Un avenir qui, d'une manière ou d'une autre, doit s'inspirer de la vision que les codirecteurs du congrès, les Dr Àngel Castiñeira et Miquel Martínez,

nous suggèrent juste avant de présenter la déclaration approuvée par le Congrès, l'engagement et la feuille de route pour les villes éducatrices.

Avant de passer aux articles et à la déclaration, il est bon d'observer les chiffres du Congrès, afin d'avoir une image réelle de son impact :

Présence au Congrès	
Nombre total congressistes	1 029
Origine par pays	34
Origine par ville	189

% présence par pays	
Espagne	62 %
Portugal	10 %
République de Corée	5 %
Brésil	4 %
Mexique	3 %
Argentine	2 %
Philippines	2 %
France	2 %
Italie	2 %
Bulgarie	1 %
Colombie	1 %
Danemark	1 %
Suède	1 %
Autres	4 %

Expériences présentées au Congrès	
Modalité Ateliers d'expériences	91
Modalité Speakers' corner	49
Villes ayant présenté des expériences	105
Pays ayant présenté des expériences	17



3. Le pouvoir transformateur des villes éducatrices

Réflexions des membres du Comité scientifique du Congrès :

Villes Éducatrices et citoyenneté intelligent

J'ai grandi dans le quartier barcelonais de la Barceloneta. Quand j'étais enfant, surtout l'été, quand le Born n'était encore qu'un marché de primeurs, j'entrais souvent observer l'agitation, l'activité du quotidien. L'école terminait alors début juin et ne reprenait que vers la mi-octobre. Je peux affirmer que, pour moi, les rues de la Barceloneta, la vie de la Barceloneta et des quartiers adjacents ainsi que les relations avec les gens, ont constitué une ville éducatrice.

Il est facile d'élaborer une définition d'inclusion ou d'exclusion d'un point de vue philosophique. Je pense que je serai mieux compris si en marge de l'aspect scolaire, j'affirme que l'on peut observer le déploiement de politiques inclusives dans de nombreux domaines. Par exemple, dans le domaine de l'urbanisme : la manière dont on dessine les quartiers, dont on dessine les regroupements des personnes au sein d'une ville. Par exemple, cela va sans dire, dans le domaine économique, dans les opportunités pour créer de la richesse et la distribuer. Nous ne devrions pas avoir des villes intelligentes et innovatrices contenant des poches d'exclusion. La crise économique, du point de vue de l'entreprise et du travail, peut entraîner l'exclusion. Également du point de vue de l'habitat, du point de vue de l'aide sociale ou sanitaire. Il existe la possibilité que des personnes soient exclues de ce qui pourrait être un service d'assistance et sanitaire important lié aux politiques de l'État du bien-être. Également du point de vue culturel ou sportif. Ou encore du point de vue civique et associatif. Quelles personnes pouvons-nous intégrer, incorporer, adapter aux espaces que nous organisons, depuis le tissu associatif, sous forme de clubs, maisons de quartier, fondations, associations, centres civiques, paroisses, etc.

Selon moi, la manière de détecter l'inclusion ou l'exclusion ne passe pas d'abord par l'académie, elle passe par la vie que chacun d'entre nous avons eue dans la rue. Une partie de ce que je suis est donc ce qu'elle est grâce à ces années, quand nous n'avions ni institutions propres ni libertés démocratiques, où les gens dans la rue m'accueillaient également.

Je crois que s'il y a des villes intelligentes et créatives, ce n'est pas parce qu'il y a des infrastructures liées aux technologies de l'information ou de la communication, mais parce qu'il y a des citoyens et citoyennes intelligents. La question est donc la suivante : comment faire des citoyens intelligents et créatifs ? Je crois qu'il y a deux voies. L'une consiste à choisir la politique des recrutements à la Neymar, c'est-à-dire à rechercher le talent, à le traquer dans le monde entier. On essaie de le faire venir à Barcelone et de le retenir parmi nous. Mais ce que nous ne pouvons pas faire, même si Barcelone est un pôle d'attraction de talent très important, c'est ne sélectionner que des Neymar. Aussi, je crois que, comme le bon Barça l'a fait, nous devons choisir la politique du vivier. Dans le pari pour des habitants intelligents il y a la connexion, selon moi, avec le rôle des villes éducatrices, avec l'axe triple de l'inclusion, la participation et l'innovation,

c'est-à-dire de ce capital éthique qui choisit l'inclusion, non seulement matérielle, économique ou professionnelle, mais sous toutes ses facettes... Le choix également de l'axe de la participation. Nous, citoyens, ne voulons pas rester en marge des événements importants ou représentatifs de nos villes, et bien sûr, de notre pays. Nous ne pourrions pas comprendre la célébration des grands événements urbains s'ils se faisaient uniquement d'un point de vue hiérarchique, d'en haut. Nous devons les faire avec la participation des gens. La troisième idée concerne l'innovation. Parfois, il semble que les sujets de créativité et d'innovation ne doivent faire référence qu'au Parc biomédical du Poblenou ou au Port olympique. Je crois qu'il est possible d'innover, de générer de la créativité à partir d'un potager urbain ou à partir de la gestion de la collecte des ordures. C'est-à-dire, il n'y a pas de lien direct entre la créativité, l'innovation et le talent uniquement dans le sens universitaire, avec des diplômes et des doctorats. L'erreur qui a été commise dans de nombreuses villes est d'avoir séparé l'inclusion et l'innovation, comme s'il s'agissait de deux concepts, disons, négociés différemment ; ou la participation citoyenne et la créativité ; ou l'impulsion de la société civile et le développement urbain, ou la durabilité environnementale et la génération de richesse. Je crois que l'astuce consiste à dire « non, ce qui entraîne la créativité c'est l'inclusion » et les meilleures politiques d'inclusion passent par le choix du talent autant que de la créativité.

Aussi, ce que nous disons, c'est que nous ne pourrions pas avoir des villes intelligentes si d'énormes poches de citoyens sont exclues. Il faut faire le contraire. Faire le choix du capital humain, du capital social, c'est finalement aussi faire le choix du capital créatif. Les villes créatives, la classe créative ou du savoir sont liées à des formes inclusives de vivre ensemble, qui, pour reprendre mon exemple, à partir du quotidien dans les rues d'un quartier comme la Barceloneta, n'a pas entraîné l'exclusion, bien au contraire.

Neuf points pour terminer

1. Nous devons avoir conscience du fait que nous sommes tous des agents éducatifs ; sans cette conscience, les dialogues ou les alliances horizontales bien comprises ne sont pas possibles.
2. Si Josep Pallach a raison quand il affirme que la politique c'est de la pédagogie, parler de villes éducatrices est redondant, car avec l'engagement civique, si nous l'avons, toutes les villes sont éducatrices. C'est-à-dire que l'idée même de *civitas* contient cette dimension de civisme, un élément qu'il me semble important de récupérer.
3. Les villes éducatrices sont des espaces physiques et mentaux, mais elles sont aussi du temps, avec des cadences, des mesures, des rythmes différents. Nous pouvons imaginer ces espaces et ces temps, on peut même les mettre en mesure de la bonne manière.
4. Personne ne sait tout, mais ensemble nous savons et nous pouvons davantage. Aussi, nous pouvons non seulement servir de laboratoire, mais nous devons aussi servir de « collaboratoire ». C'est-à-dire de laboratoires de collaboration qui nous permettent d'apprendre ensemble depuis des voies ou des espaces très différents dans les villes éducatrices.

5. Nous pouvons créer des environnements ou des micro-environnements de qualité, vertueux, réels et virtuels. C'est-à-dire que ces micro-environnements, à partir du quartier, du lieu où nous habitons ensemble, peuvent véritablement dessiner, comme on l'a dit, non une ville mais des espaces dans la ville.
6. Les villes éducatrices sont des villes qui transfèrent des émotions, du savoir, des talents, des services, des apprentissages, avec une volonté de continuité, en incluant.
7. Sans sentiment de communauté et d'appartenance, il n'est pas possible de travailler au bien commun. C'est donc une condition *sine qua non* que de travailler cette idée d'appartenance.
8. Nous devons travailler l'inclusion non paternaliste, nous devons aider les villes éducatrices à créer des citoyens libres.
9. La ville éducatrice doit rendre son prestige à la chose publique. C'est-à-dire, la chose publique n'est pas seulement la chose politique, c'est bien plus que ça, mais cela passe aussi par toute cette dimension que nous appelons « public ».

Àngel Castiñeira

École et ville

On a dit que les villes intelligentes sont faites par les personnes intelligentes. Les villes éducatrices sont faites par les personnes qui croient en l'éducation et en son pouvoir transformateur comme facteur de progrès et de création de richesse personnelle et collective. Qui comprennent l'éducation non seulement comme la responsabilité de l'école et de ses professionnels, mais aussi comme une responsabilité partagée par les différents agents éducatifs – formels, non formels et informels – qui nous accompagnent dans notre parcours d'apprentissage au cours de notre vie.

Une ville éducatrice c'est une ville qui aime et encourage une école excellente, une ville convaincue que l'école, même très bonne, ne peut pas faire tout toute seule, loin de là. Les familles, l'extra-scolaire – les activités éducatives après l'école –, l'éducation au-delà de la scolarité de base, la formation professionnelle et universitaire, celle des personnes adultes, les agents culturels et le sport, le soin aux personnes âgées et les effets des politiques publiques dans la ville sont aussi des agents d'éducation au cours de la vie. Tous ensemble ce sont des agents clés de la puissance éducatrice de la ville. C'est pourquoi être une ville éducatrice est l'affaire de tous, la responsabilité de tous, pas seulement de l'école, même si elle est aussi concernée. L'école guidée par l'obtention d'une éducation de qualité, ouverte et proactive pour tisser des alliances avec des agents de la ville, est un catalyseur positif pour atteindre des objectifs éducatifs et liés au progrès social, démocratique et économique de la ville et des personnes qui la constituent. Ces objectifs – inaccessibles à l'école seule –, seront probablement très difficiles à atteindre par la ville sans la collaboration de bonnes

écoles. Une ville qui se veut éducatrice, et qui veut que les personnes soient plus libres et égales, a besoin d'une citoyenneté active, collaborative et créative. Il faut donc que l'école facilite les meilleurs apprentissages, qu'elle soit inclusive, qu'elle vise l'excellence en même temps que l'équité, qu'elle passionne sur des projets partagés tournés vers le bien commun et qu'elle soit un espace d'épanouissement personnel vers l'autonomie, le dialogue et la participation où apprendre à évaluer et aimer les valeurs de la démocratie.

Il faut une école inclusive qui le soit parce que les pratiques – les manières de faire, de tisser des liens, d'apprendre – sont inclusives, qu'elles réunissent des enfants, des jeunes et des familles différentes et qu'elles visent l'égalité et la qualité de l'apprentissage de tous et chacun de ses élèves. Une école qui ne sépare pas et qui ne laisse absolument personne en chemin. Une inclusion qui suppose également une ouverture d'esprit ainsi qu'une position ouverte quant au désir d'en apprendre davantage sur l'autre, de se mettre à la place de l'autre et de le connaître, ainsi qu'au fait de penser que l'autre, c'est celui qui nous donne du sens à nous-mêmes. Une école qui prépare pour se dépasser, une école qui, d'une certaine manière, permette que les personnes soient conscientes que l'effort et le surpassement personnel aident aussi à sortir de nous-mêmes et à nous améliorer.

Il faut une école qui contribue, dans le cadre de la politique éducative et sociale de la ville, au succès éducatif, et qui peut le faire et qui le fait car ces politiques sont des politiques de territoire, de proximité, et qu'elles comprennent la qualité de l'éducation comme quelque chose qui unit la recherche de l'excellence dans les apprentissages et la recherche de plus d'équité au sein de la ville. Une école – qu'elle soit publique ou privée financée avec des ressources publiques – dans le cadre de politiques de proximité et de quartier qui impliquent tous les agents du territoire dans la prise de décision et dans la promotion d'actions tournées vers le succès éducatif de la ville. Des politiques de proximité et d'équité qui fassent une bonne distribution des ressources non seulement vers les services de scolarisation obligatoire, mais aussi vers les services d'éducation de 0 à 3 ans, les services extra-scolaires et ceux qui visent à améliorer la participation des familles à l'école et l'usage éducatif du temps familial, tout en garantissant une bonne alimentation et une bonne santé des enfants et l'accès aux centres éducatifs dans des conditions d'égalité.

Il faut une école qui aborde l'éducation et l'apprentissage à la lumière de la société de l'économie du savoir, qui profite des ressources de la ville, et une ville qui choisisse d'entrer à l'école pour faire que celle-ci puisse réellement être un laboratoire de création et de production de connaissances, d'art, d'expressivité et de participation. Une école qui avance vers des modèles d'apprentissage profond qui permettent la création de connaissances, qui compte pour réaliser sa tâche sur tout ce qu'offre la ville : musées, centres de documentation, parcs scientifiques, universités, entreprises, ateliers, le monde de la création, le monde de l'art. Si l'école relie tout ce qui l'entoure en tant qu'agents – parfois, beaucoup d'entre eux ne sont même pas reconnus en tant qu'agents éducatifs, mais ils ont un poids très important et la fraîcheur de ne pas être scolarisés –, elle grandit et effectue mieux sa tâche, elle intègre une lumière nouvelle et une manière de faire l'école qui lui apporte une vie bien plus puissante et bien davantage, aux niveaux pédagogique et stratégique.

Il faut une école qui stimule la participation à des projets collectifs, qui permette que nos enfants et nos jeunes profitent de droits, de devoirs et de sentiments en tant que citoyens et citoyennes et qu'ils apprennent à respecter les règles – et aussi à les changer – et à apprécier leur valeur comme une garantie de confiance mutuelle. Une école qui prépare à une citoyenneté plus active et collaboratrice, pour une démocratie non seulement représentative mais aussi participative. Une école où il y ait une véritable participation qui aide réellement la personne à se réjouir car ce qu'elle fait en participant sert à changer les choses, à transformer et à s'améliorer. En définitive, une école qui tienne bien plus compte du fait qu'apprendre à évaluer, participer, savoir réclamer des droits, remplir ses devoirs et éduquer dans les valeurs propres à la démocratie, c'est éduquer aux valeurs pour créer une citoyenneté active et démocratique. Une école et une ville qui n'immunisent pas contre la participation en offrant des espaces où l'on apprend à participer, sans que la participation ne serve à rien.

C'est ainsi que l'école, qui toute seule ne le peut pas, peut contribuer, et beaucoup, en tant que moteur de transformation et de progrès dans le cadre d'une ville éducatrice.

Miquel Martínez

Le lien entre l'apprentissage et la société

L'environnement proche dans lequel nous nous développons en tant qu'individu a un poids déterminé sur toute notre vie, à tout âge.

Il existe de nombreux exemples consolidés, créatifs, circonscrits à des contextes déterminés et qui peuvent être généralisés, d'actions citoyennes privilégiées de relations de cohabitation intergénérationnelle, de services coordonnés avec d'autres pour créer des réseaux d'action multidisciplinaires... De la coordination au plus haut niveau institutionnel aux expériences qui visent à rapprocher les membres d'une communauté de projets communs partagés, où chaque intervenant tire un apprentissage et surtout la possibilité de savoir résoudre un problème concret de manière collective, consensuelle.

Ce que l'on m'a demandé de préparer pour la présentation du Congrès international des villes éducatrices à Barcelone en est un bon exemple : *Qu'est-ce qu'une activité d'apprentissage-service ? Quelle est sa force transformatrice ? Est-ce un bon exemple de travail en réseau et de promotion de la créativité, de la participation et de l'inclusion ?*

Pour ce faire, je me suis inspirée de mon expérience de professeur d'université ayant participé de manière active à une activité d'APS qui impliquait des étudiants de 4^e année du diplôme de professeur de maternelle, leur tutrice à l'université et la communauté de l'école où ils effectuèrent leur stage IV.

En définissant *l'Apprentissage-Service* comme *un projet éducatif d'utilité sociale*, l'idée de départ est le *transfert de connaissances* que l'université effectue vers la société, les agents de ce transfert étant le professorat autant que les étudiants au cours de leur propre processus d'apprentissage.

Cela confirme la première définition, qui prévoit que pour que nous puissions parler de ce projet éducatif réel, il doit y avoir de l'apprentissage.

C'est un engagement entre l'apprenant, l'étudiant universitaire et ce dont a besoin le collectif social de sa circonscription.

Tous les agents impliqués doivent savoir bien déceler ce « besoin d'amélioration », afin de pouvoir le réduire, marquer les temps de réalisation et chercher les ressources humaines et matérielles pour le mener à bien.

Ceci est capital, de mon point de vue, et je vais donner un exemple vécu pour illustrer mes propos : l'importance que revêtait pour une école, située dans un quartier déterminé d'une ville, de disposer d'un espace de jeu rénové et les difficultés rencontrées pour combler ce besoin. Ce besoin fut détecté par des étudiantes et par les professeurs de maternelle de cette école. Ils analysèrent le problème, ils impliquèrent la direction de l'école et les familles, et ils conçurent ensemble la solution, tout en recherchant les ressources matérielles. Grâce à tous, dans un laps de temps réduit (un mois et demi), l'espace fut réaménagé.

Qu'est-ce que je veux dire par là ? Que quand l'activité se termine, tout le monde a la sensation d'avoir appris quelque chose, mais aussi d'avoir rendu service. Ici, les étudiants comme leur professeur d'université, ainsi que la personne qui prit les mesures pour installer le matériel nécessaire, mais aussi les enfants, les professeurs et les familles ayant participé, tous en fonction de leurs capacités et de leurs possibilités, ont permis de réaliser le projet.

L'émotion de tous les « auteurs », après le réaménagement de l'espace de jeu, était palpable. Chacun s'appropriait le projet et, surtout, l'espace avait été amélioré, permettant d'offrir de meilleures chances d'apprendre à ses petits usagers.

Ce que je viens d'exposer n'est qu'un exemple d'une manière de travailler en « communauté ». Il y en a bien d'autres, certains très réussis. La proposition n'est ni nouvelle, ni unique, ni exclusive. Le plus important est peut-être le fait d'avoir incorporé depuis une quinzaine d'années le lien de la communauté universitaire dans son propre processus d'enseignement et d'apprentissage, à un projet citoyen nécessaire pour un collectif déterminé.

Dans ce cas concret, la prudence est de mise, car cette formule est aujourd'hui considérée comme innovatrice et prolifère dans de nombreux contextes : je pense qu'il faut bien situer les objectifs de projet éducatif réel, qui ne prétend pas remplacer l'Administration dans la résolution des sujets qui lui incombent, et que ce transfert qu'ont appris à faire les étudiants ne doit pas se limiter à un simple apprentissage au cours de leurs études.

J'aimerais que l'exemple prenne racine et ne reste pas seulement dans le domaine scolaire... et que dans la réalité sociale de chacun, puissent être développés des

projets au sein desquels se produise un apprentissage à partir de la collaboration, la coopération et la solidarité entre toutes les personnes souhaitant s'impliquer pour offrir un service, tout en apprenant.

Montserrat Anton Rosera

Villes éducatrices, le défi et les avancées en Amérique latine

De nos jours, il y a dans le monde 175 villes de plus d'un million d'habitants. Les treize plus peuplées se situent en Asie, en Afrique et en Amérique latine. D'autre part, l'Amérique latine est une des régions les plus urbaines de la planète : sept personnes sur dix y vivent dans des villes. C'est aussi l'une des plus inégalitaires : près de 205 millions de personnes vivent dans la pauvreté et près de 79 millions ne disposent pas de ressources pour combler de façon adéquate leurs besoins alimentaires.

En Amérique latine, la migration intrarégionale se produit des zones rurales vers les grandes villes, où les emplois et services sont plus nombreux : fuyant la pauvreté, les guerres, les catastrophes naturelles, des conditions d'insalubrité, les migrants s'installent à la périphérie des zones urbaines, de sorte que leurs conditions de pauvreté empirent, aggravées par le déracinement de leurs communautés d'origine. Les processus de ségrégation sociaux et spatiaux dans les villes sont le résultat d'un ensemble de facteurs, auxquels, à la présence de populations migrantes à la recherche de meilleures opportunités et conditions de travail, s'ajoutent le peu de régulation du marché du sol, les va-et-vient des politiques publiques qui oscillent d'un fort interventionnisme direct dans les quartiers à l'absence d'approvisionnement en services de base, ainsi que l'apparition d'urbanisations fermées, nées de la recherche de la sécurité et du bien-être, éloignées du centre-ville. De sorte que les villes qui ont atteint un certain niveau de vie pour les populations traditionnellement installées affrontent systématiquement et dans l'urgence le problème de l'inclusion de populations nouvelles.

L'éducation scolaire, en particulier celle des niveaux de base destinée aux enfants et adolescents, est un service qui exige une distribution territoriale pour se faire ; les dynamiques démographiques des villes entraînent des scénarios non anticipés par la planification et, en conséquence, les administrations rencontrent des difficultés à développer à temps les infrastructures scolaires nécessaires pour assurer les entrées opportunes et fondamentalement, les conditions de scolarisation adéquates.

La situation contemporaine des villes latino-américaines exprime de nouvelles exigences en lien avec l'inclusion de ceux qui sont exclus d'autres droits, ou simplement qui ne les voient que partiellement couverts ; c'est la raison pour laquelle la philosophie et les propositions des Villes éducatrices se profilent toujours, 25 ans après, comme une nécessité.

Si nous regardons en général les différents projets et politiques menés par les communes et les organisations sociales dans le cadre des Villes éducatrices ces

dernières années dans la région, nous pouvons faire quelques caractérisations et, à la lumière des résultats, nous aventurer à considérer leur nécessaire continuité :

1. Politiques et projets locaux menés par les municipalités, institutions, organisations et groupes sociaux dans le contexte des grandes villes latino-américaines.
2. Co-participation, co-responsabilité et engagement des groupes, institutions et personnes intéressées par l'éducation comme voie d'inclusion sociale et de participation citoyenne au niveau urbain. Le terrain urbain est un environnement complexe où sont nécessaires les apports de divers secteurs pour aborder de façon consistante et exercer un dialogue de regards horizontal et créatif qui favorise des visions critiques, pluridisciplinaires et qui dépassent la fragmentation propre et une façon d'aborder à sens unique.
3. Des espaces de rencontres et de coopération avec les autorités éducatives des grandes villes de la région, pour analyser l'adaptation de l'État au niveau local sur les questions éducatives, pour étudier la position de l'éducation dans la politique urbaine et pour encourager l'ordonnance des ressources des villes vers des pratiques éducatives inclusives. C'est pourquoi les systèmes éducatifs, normalement acteurs principaux de ces projets, doivent encourager une exogamie urgente, de sorte que les propositions ne restent pas prisonnières d'une sorte de « scolarisation », ce qui n'aide pas la demande d'un dialogue réel de regards sur les problèmes.

Il y a encore beaucoup de chemin à parcourir pour que les administrations des grandes villes considèrent l'éducation comme un outil de dépassement ou d'atténuation de la segmentation urbaine et pour qu'elles profitent de façon intensive des ressources des villes pour restituer leurs droits aux populations fragilisées. Il ne s'agit pas d'un déficit que présenteraient les politiques locales, mais de possibilités encore peu explorées, qu'une proposition telle que les Villes éducatrices a contribué à rendre plus visibles et à qui elle peut continuer à apporter ; un important réseau de villes articulées et solidaires au labour tourné vers l'inclusion, la participation de tous les citoyens, tout en accordant plus d'attention aux secteurs les plus vulnérables.

Cristina Armendano

Ville éducatrice et école : quelques réflexions

Il existe un consensus général bien assumé par la société selon lequel la tâche éducatrice de l'école peut être encouragée, dans un environnement familial favorable, et freinée, voire annulée, dans un environnement familial inadéquat.

Ce consensus général selon lequel la famille joue un rôle essentiel dans la formation des nouvelles générations, il faut l'étendre, de manière analogue, au rôle joué par l'environnement urbain – par la ville, en définitive –, dans le succès ou l'échec de l'éducation. Comme cela arrive avec la famille, la ville joue un rôle fondamental dans la

tâche éducative : elle peut la favoriser en grande mesure, mais en cas de déficiences graves, elle peut avoir des effets négatifs d'une intensité comparable à celle que peut produire un environnement familial inadéquat.

Ce Congrès sur la ville éducatrice devrait favoriser l'auto-réflexion et aider à prendre conscience du rôle essentiel et déterminant que joue la ville dans l'éducation, un rôle parfaitement comparable à celui que peut jouer l'environnement familial. Arrivés à ce point, il faut éviter de tomber dans le piège de « l'urbanité », dont le nom indique implicitement le mépris ou l'oubli des populations rurales. L'environnement de l'enfant élevé en milieu rural a sur lui la même influence, positive ou négative, que peut avoir la ville. Quand on parle de ville éducatrice, il faut donc comprendre le mot « ville » dans son sens le plus large, permettant d'accueillir tous les environnements de l'élève, indépendamment du nombre d'habitants de la commune.

Que dirait-on d'une famille dans laquelle une partie des enfants recevrait une bonne éducation scolaire et une autre partie serait privée du droit à la scolarité, ou plus exactement du droit à l'éducation ? Vivre dans une ville qui permettrait qu'une partie de la population jeune n'ait pas accès à une bonne éducation serait autant « déséducateur » que si cela arrivait au sein d'une famille.

La pierre de touche qui doit nous permettre de savoir si la ville dans laquelle nous vivons est une ville éducatrice, doit consister à faire l'analogie avec la famille et à nous demander si nous pourrions permettre, ou non, au sein d'une famille ce que nous constatons dans l'environnement urbain.

Si nous faisons cette analogie en profondeur, nous pourrions énumérer une longue série de conditions que doit remplir la ville pour favoriser la tâche éducatrice de l'école et de la famille, ainsi que toute une longue série de situations que nous pouvons observer dans la rue et qu'il faut éviter car elles sont profondément déséducatrices.

Comme il y a beaucoup d'exemples, je me limiterai à signaler que pour que le travail de l'école ne soit pas annulé ni contredit par l'environnement urbain de l'élève, la ville doit avoir un degré élevé de civisme, de démocratie, de liberté responsable, de participation, de solidarité, de respect envers les plus vulnérables : malades, handicapés, personnes âgées et enfants ; elle doit être dotée de services sociaux suffisants, de services de sécurité qui soient autant efficaces que respectueux des droits de l'homme, ainsi qu'offrir aux jeunes des opportunités éducatives, culturelles, sportives et de loisirs à la portée de tous.

Enfin, un constat qui ne peut être ignoré et qu'il n'est pas superflu de souligner : le rôle de la ville éducatrice – ou déséducatrice, malheureusement, dans certains cas – est progressivement laminé par un autre environnement de l'enfant : le réseau. Autrefois, l'enfant sortait jouer dans la rue et voyait ce qu'il voyait, dans la rue. Aujourd'hui, dans la rue où il jouait, une pancarte indique : « interdit de jouer au ballon » et l'enfant, poussé par ses parents qui veulent lui éviter les « dangers » du dehors, s'enferme chez lui, où il plonge dans une rue et sur une place bien plus grande : Internet.

Les initiatives et projets que nous serons amenés à écouter et analyser sont nombreux et divers ; tous doivent nous servir à innover et favoriser la tâche de tous les agents

impliqués dans ce défi de transformer la ville en un environnement constructif pour l'éducation des citoyens.

Josefina Cambra

Politique locale, pédagogie civique

Le regretté homme politique catalan Josep Pallach, qui était également professeur et pédagogue, avait écrit que « la politique c'est de la pédagogie ». Effectivement, la démocratie, la bonne politique démocratique, en même temps qu'une forme de gouvernement, est aussi une forme d'éducation pour les citoyens. Je parle de la politique qui dépasse la gestion administrative stricte, de la politique entendue comme un moyen de dynamiser la vie de la ville, comme responsable d'une bonne organisation du vivre ensemble en ville. En ce sens, en bien ou en mal, la ville, la désorganisation urbaine, peut aussi mal éduquer. En définitive, la responsabilité de la ville dans l'éducation en général et dans l'éducation civique en particulier, est fondamentale.

La politique c'est de la pédagogie, c'est pourquoi la politique devrait être considérée non seulement du point de vue de la gestion du pouvoir, mais aussi plus particulièrement avec une vocation éducatrice. Or, comment génère-t-on cet engagement civique et cette citoyenneté active par le biais de la politique ? De la sorte : avec une bonne organisation de la ville, au sens large du mot. Avec une politique inclusive, par exemple, qui intègre non seulement l'exclus, mais qui éduque aussi à l'inclusion. Cette année, en Catalogne, nous fêtons les 50 ans d'un magnifique ouvrage de Paco Candel, *Els altres catalans* (Les autres Catalans), un essai dans lequel l'auteur réfléchit sur la situation et les perspectives des flux migratoires qui, entre les années cinquante et soixante-dix, firent doubler la population du pays. Ce livre nous sert précisément à mettre en évidence comment il a été possible en 50 ans – à Barcelone et dans les autres villes catalanes – non seulement d'éliminer ces milliers et milliers de baraques, mais aussi de changer profondément les conditions de vie de toutes les personnes qui y vivaient et de leurs descendants. Ici, où nous sommes presque tous fils et petits-fils de ces flux migratoires qui arrivèrent dans des conditions terribles, nous devons reconnaître – et remercier – le rôle éducateur et transformateur qu'ont joué Barcelone et toutes les autres villes qui connaissaient des conditions semblables. Car c'est de cette transformation que nous avons tiré une grande leçon inclusive qui fait désormais partie de notre vision quotidienne.

Maintenant, il est vrai, nous faisons face à de nouveaux défis dans le cadre des villes, qui sont les unités de base du vivre ensemble et de l'expérience directe de la qualité de la citoyenneté. Des défis, j'en ai la conviction, que nous continuerons à relever de façon positive, grâce à l'éducation reçue. Il est intéressant de voir comment les villes qui ont eu et qui ont cette capacité inclusive, intégratrice, qui peuvent la présenter comme un actif propre, comme une histoire réussie, se trouvent dans de meilleures conditions pour affronter des défis successifs. Je veux dire que la vertu – la force – des

politiques inclusives ne se limite pas à la question d'améliorer les conditions matérielles de vie. Ce n'est pas seulement cette inclusion disons « matérielle » qui importe, mais le fait qu'un processus qui développe l'engagement civique de l'ensemble de la population se produise en parallèle. Précisément, la citoyenneté, la condition de citoyen, est garantie en travaillant également au développement et à la capacité de reconstruire un moi collectif, qui a besoin du souvenir de son passé et d'un projet d'avenir. La cohésion sociale dont nous, les Catalans, sommes si fiers, car nous savons que nous vivons dans une société soumise à de grands bouleversements démographiques, a été le résultat de l'action éducatrice, profondément éducatrice, qu'ont apportée les villes à l'ensemble du pays par le biais de leurs politiques sociales, culturelles et civiques.

Mais quels sont les nouveaux défis qui se présentent à nous ? Dans notre pays, nous faisons face au grave problème d'une désorganisation horaire qui accentue les inégalités, qui porte préjudice – et de manière discriminante – aux opportunités éducatives, qui ôte de la qualité à notre santé et, en général, qui amoindrit les possibilités de prospérité du pays. Une ville éducatrice, en ce sens, devrait être capable de contribuer à proposer un autre type d'organisation horaire avec l'objectif éducatif général suivant : moins d'inégalités et plus d'équité dans l'accès aux opportunités qu'offrent les services publics, des styles de vie enrichissants et participatifs, parmi tant d'autres objectifs. Nous avons ici un sujet en cours et j'espère que nous serons capables d'y réfléchir et d'agir en conséquence à l'avenir. Tout comme le cas des horaires, nous faisons face à la nécessité de développer de meilleurs transports en commun, qui sont aussi une école de civilité. En définitive, ce que je veux dire, c'est que l'on n'éduque pas en proclamant de grands principes et valeurs, à grand renfort de propagande et d'appels à la prise de conscience, mais grâce à une bonne organisation au service du citoyen. C'est la bonne organisation qui éduque et non l'éducation qui organise bien. Celle-ci, de mon point de vue, relève de la responsabilité de la politique dans une ville qui se veut éducatrice.

J'ai parlé d'horaires et de mobilité. Mais la liste est infinie : disposer d'un bon réseau de bibliothèques ; avoir la garantie d'une bonne sécurité citoyenne ; développer un modèle d'urbanisme pacificateur de nos formes de relation en public, figurent parmi les nombreux éléments qui jouent ce rôle profondément éducateur et qui sont la manière de garantir la participation démocratique. Une participation, en définitive, qui ne doit pas être comprise comme séparée des routines de la vie quotidienne. La participation ne peut se réduire à une espèce de bénévolat à certaines heures, elle doit consister en une forme d'incorporation entière à la vie de la ville. Car participer c'est cela : aller au théâtre, utiliser les transports en commun, se promener dans les parcs publics, maintenir la ville propre, ne pas déranger les voisins, être solidaires, participer aux élections, être bien informés, connaître l'histoire de la ville... et surtout, intervenir dans la construction de son avenir.

Salvador Cardús i Ros

Vivre dans une ville de villes

J'aime toujours penser à la ville comme à un projet consolidé mais évolutif, progressif et vivant. Comme un bon vin, qui se fait et se nuance avec le temps, où le résultat final et sa réalité dépendent toujours de la relation de différents facteurs et circonstances entre eux. Nous venons de loin et nous avons derrière nous plus de 4 000 ans d'existence ; et les villes, comme concept depuis leur complexité, sont toujours la somme et la fusion des différentes réalités qui la configurent et qui y interviennent.

Je crois et je vis dans une « ville de villes », structurée par des micro-environnements communautaires divers, antagoniques et complémentaires (famille, rue, groupe d'amis, place, association, école, temple, quartier, district...), comme autant de pièces d'un puzzle de réalités et de diversités dans la ville. Nous, les humains, grandissons et nous développons au sein de groupes sociaux qui nous permettent de savoir qui nous sommes et de nous reconnaître vis-à-vis des autres, ce sont de véritables tremplins qui nous font grandir en tant que personnes et qui configurent notre réalité, notre identité, notre culture, nos sentiments, notre langage...

La ville doit savoir veiller sur cette diversité et cette richesse interne, ainsi que faciliter l'inclusion de tous et de chacun de ses membres et collectifs, afin qu'ils vivent et participent activement à la vie sociale et à la réalité qui les entoure, en étant et en se sentant les véritables protagonistes de la structure sociale à laquelle ils appartiennent : une citoyenneté active et engagée.

Ce sentiment inclusif de la réalité n'est pas la responsabilité unique de l'administration et de ses services, mais des divers agents éducatifs que la ville et la communauté possèdent et créent.

Dans la ville éducatrice, le rôle du troisième secteur, celui du bénévolat social et de la vie associative, est fondamental : nous créons et offrons des services, nous accompagnons, nous fournissons des espaces de relation et de communication entre les membres de la communauté, nous encourageons l'autonomie des personnes, nous créons des liens sociaux, nous devenons des écoles de citoyenneté, et nous sommes des responsables actifs de l'éducation informelle inclusive de la société.

Nous, collectifs, professionnels ou bénévoles, apportons au quotidien de la ville les dynamiques nécessaires au développement de la vie sociale en encourageant l'équilibre entre diversité et identité. Nous représentons la citoyenneté et nous le faisons depuis cette même citoyenneté. En partant d'elle et de la proximité, nous sommes des connaisseurs de la réalité, nous avons des informations exclusives et cela doit nous permettre de devenir des laboratoires d'innovation sociale et de pouvoir apporter des réponses rapides, flexibles et adéquates aux besoins réels de la société. Dans bien des cas, nous sommes des interlocuteurs de secteurs de la population qui n'ont pas accès aux informations ou aux services, par ignorance ou absence d'accès direct.

Nous avons donc l'engagement idéologique d'être la voix de ceux qui n'en ont pas, nous devons être porteurs de leurs inquiétudes et veiller aux problèmes des plus faibles au sein de notre société.

Nous devons savoir être les promoteurs de l'engagement civique, de la pratique démocratique, et savoir canaliser les volontés des personnes en faveur de la communauté depuis la solidarité, tout en créant une opinion sociale au sein des collectifs, en transmettant des valeurs et en encourageant une société plus égalitaire dans sa diversité.

Nous devons le faire ensemble, en travaillant en réseau, en créant du tissu social et, surtout, en rentabilisant nos efforts. Et tout ceci doit être fait avec l'administration, que nous devons orienter et à qui nous devons exiger l'investissement dans le capital humain de ses citoyens.

Il faut donc le croire d'emblée : éduquer c'est transformer. Nous devons aimer notre tâche, nous réinventer chaque jour et croire véritablement en la capacité novatrice et transformatrice que la citoyenneté porte en son sein. Ce XIII^e Congrès international des villes éducatrices est une bonne opportunité pour continuer à apprendre les uns des autres et continuer à aborder l'avenir allègrement, car bien que complexe, il est riche en opportunités.

Car Barcelone est comme un tout qui devrait être capable d'agglutiner ses micro-environnements, de faire interagir entre elles les nombreuses Barcelones qu'elle contient, d'apporter son support aux nombreux projets qui surgissent de sa base sociale et de se les approprier, dans le but qu'ensemble, nous formions une véritable société inclusive, participative, engagée, innovatrice et créative : une réalité formée de micro-réalités aussi diverses que la ville qui les accueille.

Josep Maria Font i Font

Les villes éducatrices : des villes qui ont du cœur

« Les idéaux sont bien réels. Même si nous ne parvenons pas à les matérialiser complètement dans la pratique, ils orientent notre recherche. Quel est alors notre idéal de bon citoyen ? Quand nous imaginons un bon citoyen, nous nous le figurons peut-être dans un corps de rêve impeccable en apparence et dans ses actions extérieures, où bien comme quelqu'un qui ressent tout simplement l'amour ? ». Martha C. Nussbaum.

Des villes éducatrices ? Des villes humaines, proches des personnes qui les habitent, préoccupées de construire des espaces communs, pour tisser des liens de relation et d'amour. Des villes où chacun peut accéder aux droits de base universels. Des villes fraternelles, avec des espaces partagés de liberté qui permettent de développer les capacités de chacun. Des villes où la musique, la poésie et l'art forment des sentiments de communauté et d'appartenance partagée. Qui rendent son prestige au bien commun.

Des villes qui ont du cœur, transformatrices, où la réciprocité et la vulnérabilité ont leur place, qui se battent pour retrouver la dignité humaine là où elle a été méprisée. Des

villes ouvertes à la diversité, qui éduquent des personnes au fil de leur vie et qui favorisent l'esprit critique. Des villes qui avancent vers l'amélioration, où les problèmes sociaux ont le visage et le nom de personnes concrètes. Des villes où l'école joue un rôle central pour apprendre et construire la citoyenneté. Des villes avec des écoles aux portes ouvertes aux quartiers, aux ateliers, aux entreprises, aux musées, à l'université. Des villes où les agents culturels, sociaux et économiques sont des agents éducatifs.

Des villes utopiques, où les idéaux sont réels et orientent les politiques, les institutions, les aspirations et les plans. Des villes où la justice, la démocratie, l'égalité, la liberté et la fraternité fondent l'action et la prise de décisions. Des villes créatives, imaginatives, où l'on vise à faire les choses mieux. Des villes de leaders rêveurs qui avancent vers de nouvelles conquêtes, qui luttent et motivent la participation de tous pour faire du rêve une réalité faisable. Des villes démocratiques avec des laboratoires d'inclusion, de participation, de créativité, d'engagement civique, où la politique n'est plus séquestrée par quelques institutions. Des villes intelligentes et inclusives car ses habitants sont créatifs et intelligents.

Pourquoi cette appellation de villes éducatrices ? Parce que l'éducation est toujours projet, horizon, devenir, espoir : Une ville éducatrice est une ville qui ouvre des horizons de possibilité et d'opportunités à tous ceux qui l'habitent. Et c'est depuis la proximité de la ville et du territoire, où les besoins et les problèmes sont palpables, que le droit à l'éducation peut être fait réalité. C'est sur le territoire que se produit une véritable fusion entre l'éducation formelle et non formelle. Dans les quartiers et les villes, les personnes font les transitions éducatives qui vont de l'enfance à la vie adulte. À partir d'une compréhension de l'apprentissage tout au long de la vie, la ville joue un rôle de plus en plus important. À partir de la puissance de formation du territoire, peuvent se développer les talents et les capacités, et les sentiments d'appartenance et de communauté qui sont à la base de la citoyenneté.

De même, nous savons que, aujourd'hui, les personnes qui, au cœur de l'agitation et du vacarme de nos villes, ne disposent pas des minima vitaux nécessaires, sont nombreuses. De nouvelles expressions de l'invalidation sociale surgissent : les vies en trop, sans abris, ou non indispensables. Les difficultés que rencontrent les jeunes pour construire un projet de vie et être les héros de leur histoire sont de plus en plus nombreuses. Des réalités nouvelles et anciennes de pauvreté et d'exclusion nous éloignent de l'idéal d'une ville éducatrice. C'est pour cela qu'aujourd'hui, plus que jamais, nous devons revendiquer la dimension éducatrice de la ville. Qui n'est autre que celle d'accueillir, inclure et faire participer tous les citoyens à un projet commun. La mission de construire un nous. Le XIII^e Congrès international des villes éducatrices, organisé à Barcelone en novembre 2014, s'inscrit pour cette raison sous le thème « Une ville éducatrice est une ville inclusive ». Cette formule repose sur trois piliers : l'inclusion, la participation et la créativité. Car l'inclusion ne peut pas être comprise sans la participation de tous et la nécessaire imagination créative pour la rendre possible. Une devise qui nage à contre-courant de notre époque. À contre-courant de l'image tellement fréquente de la société liquide. À contre-courant des décisions qui visent à rabaisser les administrations publiques, particulièrement celles qui sont les plus proches des citoyens, et à réduire de manière drastique les dépenses en matière d'éducation, de santé et de services sociaux. À contre-courant de l'effilochage dont souffre le tissu social et associatif, dans un processus qui nous mène au risque de

fracture sociale et d'atomisation. C'est dans ce contexte que nous nous proposons de relever le défi de réunir des gens de partout, mus par l'idéal et l'utopie de continuer à faire réalité une ville éducatrice.

Car s'il y a une forme de violence spécifique à notre époque, c'est bien le manque d'horizon : « les choses sont ce qu'elles sont et il ne peut en être autrement », entend-on. Rien n'est plus éloigné du regard éducateur qui a confiance et qui veut rendre possible un avenir meilleur. L'un des problèmes les plus flagrants de notre époque est la morale de la défaite. Une défaite qui prend le devant des faits, avant de commencer le combat pour l'idéal. La morale de la défaite détruit tout rêve utopique et attaque les fondations de l'espoir. Revendiquer, travailler et construire des villes éducatrices est une forme d'utopie de l'espoir. Une utopie qui devient réalité – nous le verrons au cours du Congrès – dans les recoins les plus cachés de la planète. Et qui se traduit en expériences et projets concrets menés par des citoyens engagés envers la solidarité, la justice, la liberté et l'égalité. Des citoyens qui croient et qui luttent pour une ville intégratrice, où chacun ait une place et une mission à accomplir, pour une ville humaine qui crée de l'humanité. Que nos villes soient des villes éducatrices car nous regardons avec confiance l'avenir, ce qui peut devenir. Qu'elles soient intégratrices des fragilités et de l'excellence humaines. Des villes qui ont du cœur car elles respirent l'amour, le rire, la sympathie, les larmes, les émotions.

Anna Jolonch

Éduquer dans la société du savoir

Nous vivons à une époque marquée par le développement imparable des nouvelles technologies de la communication. Leur application intensive à tous les niveaux de l'activité productive a contribué de manière extraordinaire à la globalisation économique et culturelle, et devient un facteur d'accélération des temps sans précédent. L'accumulation constante de nouvelles connaissances et la possibilité de communication instantanée entre émetteurs et récepteurs de la planète entière font que nous vivons plongés dans un état de changement permanent, ce qui provoque de nombreux problèmes d'adaptation. Le monde est de plus en plus interdépendant et complexe. Comprendre ce qui se passe n'est pas chose aisée. C'est pourquoi il faut allonger de plus en plus la période de formation et augmenter les possibilités d'éducation permanente tout au long de la vie. Le grand défi des villes éducatrices consiste à garantir un environnement qui permette à ses citoyens de disposer des outils conceptuels nécessaires pour comprendre et agir dans un monde de plus en plus accéléré et complexe.

Si dans toutes les sociétés le savoir a été un élément essentiel du progrès individuel et collectif, dans la nôtre, précisément autoproclamée « société du savoir », celui-ci est devenu la clé capable d'ouvrir la porte de l'inclusion sociale. Sans connaissances, les possibilités d'adaptation diminuent et le risque d'être relégué aux marges sociales est très élevé. Dans les sociétés plus développées, l'inclusion et l'exclusion sociale se

mesurent fondamentalement en termes d'accès au savoir. Cet accès est déterminé en premier lieu par l'efficacité des systèmes éducatifs conventionnels, mais aussi par d'autres facteurs de sociabilisation qui agissent sur l'environnement. Le plus important est le système d'information et de communication, soumis à son tour à des changements très profonds, tant en matière de modèles productifs que d'habitudes d'usage et de consommation.

L'information est devenue un élément essentiel. Mais disposer d'information ne garantit pas l'accès au savoir. C'est une condition nécessaire, mais pas suffisante. Ce n'est pas précisément l'information qui manque aux sociétés occidentales, malgré tout, nous ne pouvons pas dire que nous soyons toujours bien informés. Au contraire, l'avalanche de communications auxquelles nous sommes soumis peut donner l'impression que nous savons tout ce que nous devons savoir, or, bien souvent, ce n'est pas le cas. La bonne information n'est pas toujours celle qui apparaît en premier lieu ni celle qui arrive la première, moins encore s'il s'agit d'une information qui nous vient sans qu'on l'ait cherchée.

Interagir dans la complexité exige de disposer de données précises et ajustées à la réalité. Des données indispensables pour pouvoir prendre de bonnes décisions. Cela exige également de disposer des éléments culturels nécessaires pour interpréter de façon adéquate ces données, d'avoir les clés du contexte dans lequel se situe le problème qu'il nous faut résoudre. Comme le dit le philosophe américain Harry G. Frankfurt, les civilisations n'ont jamais prospéré, et ne pourront le faire, sans d'énormes quantités d'information fiable sur les faits qui les entourent ou qui les inquiètent. La délibération démocratique de qualité exige une citoyenneté bien informée.

Le problème réside précisément sur la façon dont garantir l'accès à une information qui soit fiable. Internet et les nouveaux outils de communication facilitent la démocratisation du savoir et un degré de transparence qui devrait faciliter l'épuration d'information erronée ou tergiversée. Mais les technologies, en elles-mêmes, ne le garantissent pas. D'emblée, leur propre nature ouverte et à caractère horizontal suppose la rupture des mécanismes de hiérarchisation propre à la structure verticale qui prédominaient jusqu'à il y a peu dans les processus de sociabilisation du savoir. La notion « d'autorité » au sens étymologique d'*auctoritas* se fond dans le système ouvert d'Internet. La construction de référents peut emprunter des chemins erratiques et l'influence ne repose pas toujours sur la qualité.

Précisément parce qu'elle est fondamentale, tant au niveau des comportements individuels qu'au niveau de la prise de décisions collectives, l'information est l'objet de distorsion et de manipulation, ce qui ajoute des difficultés à l'accès au savoir. Les exemples ne sont pas difficiles à trouver. Une manière de contrer certaines vérités inconfortables ou qui touchent des intérêts consolidés consiste à diffuser des données biaisées. Une autre manière de neutraliser consiste à dévier l'attention du véritable conflit par de fausses polémiques ou simplement en créant du bruit et de la confusion.

En théorie, les nouvelles technologies permettent d'accéder facilement aux données les plus importantes et aux sources les plus fiables. Tout individu a accès aux études publiées dans les plus prestigieuses revues scientifiques et aux statistiques qui reflètent le mieux la réalité. Le réseau est plein de sources fiables avec des

informations de qualité accessibles à tous. Mais pour y arriver, il faut préalablement disposer d'un haut niveau de connaissances. Là est le paradoxe. Pour avoir accès aux données et aux sources les plus fiables, il faut préalablement savoir qu'elles existent, où les trouver et comment y arriver. Pour réaliser tout le potentiel que les nouvelles technologies nous offrent, il faut une formation élevée et la maîtrise des clés qui régissent les propres mécanismes de la communication.

Éduquer dans la société de l'information et du savoir exige de doter les citoyens d'instruments qui leur permettent de savoir avec certitude quelles sources sont fiables et quelles sources ne le sont pas ; d'outils pour se défendre des tergiversations et des manœuvres de confusion ; et d'éléments pour une compréhension critique de la réalité qui leur permettent d'affronter les exigences d'un monde de plus en plus accéléré et complexe.

Milagros Pérez Oliva

Complexité et engagement : ville éducatrice

La ville éducatrice doit être construite à partir du vivre ensemble, de la cohésion et de l'engagement citoyen. Le vivre ensemble et la cohésion seraient cependant de simples carcasses ou coquilles vides de substance s'ils ne reposaient pas sur un esprit et des pratiques inclusives. Chaque exclusion est une coupure, un coup de hache dans le vivre ensemble et la cohésion, et donc dans l'esprit même de la ville éducatrice.

Il ne faut pas non plus perdre de vue le choix de la qualité, non une qualité simplement technocratique, sinon intellectuelle critique, sensible, pleinement humaine et sociale. Tout en comprenant, par ailleurs, que l'équité et l'excellence, souvent invoquées presque comme un mantra, sont les deux faces d'une même pièce qui, dans le fond, parlent d'égalité des chances et de compensation des inégalités. Depuis le dialogue social, en travaillant depuis la coresponsabilité, en accompagnant les plus faibles, au moyen d'un leadership solide, mais avec la participation comme vecteur indispensable. En gouvernant pour tous et toutes, mais surtout, avec tous et toutes et avec une stratégie de ville la plus partagée possible. Il faut donc rechercher des espaces pour le dialogue et la participation : les réseaux, les conseils, les tables rondes, etc.

Il convient de rappeler que l'administration démocratique de la ville joue un rôle indispensable dans les processus susmentionnés, qu'elle doit s'auto-exiger une responsabilité engagée supérieure vis-à-vis de valeurs sociales qui peuvent être résumées en deux idées : cohésion et inclusion scolaire et sociale, brèves autant que complexes et difficiles. Toute la Charte des villes éducatrices peut être lue, principalement, comme un effort pour garantir ces principes à travers l'ensemble ou l'esprit de ses vingt articles, en plus de certaines mentions spécifiques ou expresses – comme l'art. 16. Naturellement, l'engagement d'une administration municipale envers la Charte dépasse en de nombreux points les minimums légaux que doit remplir une administration – sans les contredire, bien entendu ; et c'est ici qu'il faut ouvrir un chemin, composé de deux lignes simultanées et interconnectées, si possible : la voie

interne de la pratique de la coordination et de l'échange réel – la fameuse transversalité – entre les conseillers et les services de la mairie, qui requiert un leadership politique fort de la part du maire ; et la voie externe de la participation réelle, croisée entre mairie et citoyens grâce à des formules les plus diverses possibles, afin de pouvoir activer, d'un côté, toutes les potentialités éducatives internes de l'administration elle-même et, de l'autre, toutes celles de la ville pour finir par les fondre dans un réseau unique de grande valeur civique et éducative.

La ville éducatrice contient une prise de conscience des limites de l'école dans la formation des citoyens et, à son tour, l'engagement d'étendre l'implication de l'extra-scolaire envers l'éducation (agents sociaux, culturels, économiques et politiques de la ville). Mais la question à résoudre est celle du rôle éducatif que doivent jouer ces nouveaux agents ; si des organismes, des entreprises, des institutions culturelles ou sportives, des associations et syndicats s'impliquent pour améliorer la qualité éducative de la ville, la question est de savoir comment ils doivent le faire, comment construire et évaluer leur contribution.

La manière habituelle a consisté en la promotion de « services éducatifs », c'est-à-dire à créer des activités au format scolaire : visite guidée, atelier pour les écoles, journées portes ouvertes, stages en entreprise... L'intérêt et la qualité de ces activités améliorent la fonction « scolaire » du contexte éducatif – ce qui se transmet dans un contexte formel –, par contre, elles ne favorisent pas forcément une meilleure qualité éducative de l'environnement. Cela peut sembler un jeu de mot, mais la ville éducatrice ne veut pas seulement dire que tout le monde doit se mettre à faire l'école, sinon que chacun fait ce qui lui correspond, mais en pensant à sa dimension éducative. Faire une ville éducatrice concernant la société civile voudra dire activer, au minimum, ces deux contributions : d'un côté, offrir des services éducatifs adressés à l'école ou aux familles de manière plus ou moins formalisée, mais aussi trouver la manière dont sa propre activité générale contribue à l'amélioration de la qualité éducative du contexte. Il existe un déséquilibre concernant cette double fonction ; on n'a probablement jamais auparavant disposé de tant de ressources et offres éducatives formelles (éducation pendant le temps libre, formation extra-scolaire, activités dans les musées et centres culturels, sport pour tous...), par contre, il n'y a jamais eu autant d'inquiétude autour de la qualité éducative du contexte contemporain (les médias anciens et nouveaux, les dynamiques sociales de l'environnement urbain, la fragilité des valeurs dans la culture contemporaine...). Pour revenir à la sous-division classique de la pédagogie, on pourrait remarquer que l'augmentation de l'offre de l'éducation formelle et non formelle n'est pas capable de contrer ce qu'offrait principalement l'environnement social, à savoir l'éducation informelle.

À partir de ce constat, il faudra penser, surtout, comment améliorer les aspects informels de l'éducation, de quelle manière l'ambiance urbaine peut devenir plus profitable en termes éducatifs ; et, pour ce faire, quelle doit être et comment doit être la contribution de l'ensemble des agents sociaux, culturels et économiques de la ville. La contribution d'une entreprise à la ville éducatrice peut se mesurer par la quantité des ressources et énergies consacrées à transformer son activité en un service éducatif (visites guidées, stages pour les étudiants de formation professionnelle ou universitaire...), mais aussi par sa contribution à un environnement favorisant des « climats éducatifs », comme par exemple des horaires qui facilitent les liens familiaux

ou des pratiques de responsabilité sociale associées à la communauté. La complexité de l'engagement ne peut se résoudre simplement, mais l'espoir d'une ville éducatrice, en cohésion, inclusive et créative justifie tous les efforts de toutes les parties qui la constituent.

Joan Manuel del Pozo

L'Asie et les villes éducatrices

La réalité asiatique, si on la compare à l'Europe, est très différente. Disons qu'il y a de nombreux facteurs. Cependant une idée me venait sans cesse à l'esprit. En ce moment, 60 % de la population mondiale vit sur le territoire Asie-Pacifique, en Asie donc, car la zone du Pacifique n'est pas précisément une zone très peuplée, si l'on tient compte de sa grande extension géographique.

Dans ces réflexions sur ce que peuvent apporter les villes asiatiques ou le monde asiatique, je devais personnellement trouver une réponse, même si seules des idées préétablies m'effleuraient l'esprit, avec des exemples comme quand on parle de l'Asie depuis l'Europe, en généralisant beaucoup. L'Asie est très grande : ce que nous comprenons comme l'Asie depuis l'Europe par le biais de notre division mentale fondée sur les cartes cache des réalités bien différentes. Pour commencer, ceux-là mêmes que nous nommons « asiatiques » n'ont pas conscience d'être asiatiques. Pour eux, il y a différentes cultures. Si vous demandez à un Japonais : « Vous êtes asiatique ? », il vous répondra : « Non, je suis Japonais ». À un Hindou, il vous répondra également : « Non, je suis Hindou ». À un Philippin, etc. Ils n'ont pas même la conception que nous avons du concept d'Asie, qui est un concept occidental et non asiatique.

En deuxième lieu, la réalité dans les pays que nous qualifions d'asiatiques est très différente. La plupart des villes sont des macro-villes. Sur les 20 macro-villes à l'échelle mondiale, 11 sont asiatiques. Je réfléchissais sur la manière dont nous comparons des villes de cette ampleur aux villes européennes, alors que leur réalité est très différente à tous les niveaux. Non seulement suivant un critère géographique, mais aussi suivant un critère de développement économique. Dans la plupart des pays asiatiques, il existe par ailleurs une grande contradiction. Ce sont en effet des pays souvent très avancés au niveau économique. Prenons le cas de la Chine. On calcule qu'en 2020, elle aura certainement dépassé la première puissance économique actuelle : les États-Unis. Pourtant, il y a en Chine des villes parmi les plus pauvres au monde. C'est également le cas en Inde, un pays considéré comme une grande puissance, alors qu'il contient des poches, pas seulement des villes, de très grande pauvreté. À New Delhi par exemple. Comment pouvons-nous analyser ce fait à l'échelle européenne ? Comment pouvons-nous le comparer à la réalité occidentale, qui est absolument autre, puisqu'elle se fonde sur d'autres paramètres sociaux, économiques, culturels et même en matière de droits de l'homme et de classes, si nous l'analysons en profondeur. La comparaison est donc presque impossible.

Les exemples de ce type sont nombreux. Une donnée très importante pour ce qui est du contraste de valeurs, c'est qu'en Europe nous avons la grande avancée du droit à l'éducation, pour donner un exemple. Cela n'est pas le cas en Asie, où seules les classes les plus privilégiées ont droit à cette éducation qui, dans la plupart des pays européens, est prise en charge par l'État, au moins jusqu'à la fin de l'enseignement obligatoire. Autre fait : celui du caractère obligatoire de l'éducation de base, inexistant dans de nombreux pays asiatiques. C'est bien une réalité. Par contre, si nous nous concentrons sur des pays comme la Corée ou le Japon, les rapports PISA mettent en évidence depuis 2012 que les meilleurs résultats sont obtenus par des jeunes du secteur asiatique de pays comme ceux-ci, et d'autres de la région. Aussi, même avec la logique – notre logique – en main, ceci n'a pas grand sens. Quant à la population en général, en Chine ou au Japon, une grande partie de la population est constituée de personnes âgées et vieillit plus rapidement. Au contraire, dans des pays comme l'Iran, 70 % de la population est jeune. Sachant que 60 % de la population mondiale est en Asie, ce que toute cette foule peut apporter aux études et débats sociologiques, c'est simplement l'enthousiasme de pouvoir participer activement aux mouvements politiques, à la société elle-même, pour ne pas être exclue de cette même société.

L'exemple des castes en Inde est un exemple très clair des différences sociales et de privilèges acceptées dans les sociétés asiatiques comme un fait culturel et ancestral. Le fait de naître au sein d'une caste ne veut pas dire que l'on ne peut pas en sortir, mais il est vrai que c'est très difficile, à cause de l'entourage, très hermétique sur cet aspect. Les sociétés asiatiques réclament par ailleurs de pouvoir participer, de pouvoir être incluses, c'est pourquoi, si nous faisons un exercice analytique et nous intéressons aux nouvelles dans la presse, à la télévision, à la radio ou sur Internet ces dernières années, nous nous rendons compte que les villes de nombreux pays asiatiques ont pour revendication maximale face aux autres sociétés du monde de pouvoir participer, de pouvoir être incluses, c'est-à-dire de ne pas être exclues des événements quotidiens dans le monde. La conclusion est donc que l'apport de l'Asie en général à ce congrès a été cette contagion, cette transmission de l'enthousiasme d'être une société éducatrice et participant à ce mouvement. C'est ce qui s'est passé. Et c'est ce que nous devrions savoir écouter le plus, tant de la part de ces sociétés très développées comme la Corée, la Chine ou l'Inde, par exemple, que de celles qui en sont aux antipodes. C'est pourquoi j'insiste en répétant : L'Asie, en général, et dans le contexte dans lequel nous l'envisageons, est enthousiaste de pouvoir participer activement aux mouvements politiques, à la société en elle-même, pour ne pas être exclue de cette même société. Pour terminer, je donnerai un exemple qui met clairement en évidence ce que j'affirme concernant cette revendication liée à l'inclusion : la plupart des ingénieurs qui travaillent actuellement en Amérique viennent d'Inde, c'est bien un bel exemple de cet enthousiasme dont je parle.

Montserrat Riba i Cunill

Le rôle des écoles et des enseignants pour encourager le talent et la créativité dans une ville éducatrice

Dans une ville qui se veut éducatrice, l'école n'agit pas seule. Elle devient un élément supplémentaire d'un engrenage, d'un réseau de coresponsabilités éducatives. Par contre, elle constitue bien une pièce fondamentale de ce réseau, car elle a une incidence, pendant de nombreuses années, sur l'éducation des futurs citoyens. C'est pourquoi le rôle de l'école et surtout de ses enseignants, constitue l'un des axes primordiaux du projet éducatif d'une ville, d'un territoire, d'un pays.

L'école doit contribuer à former des citoyens cultivés, critiques, solidaires, responsables... mais aussi sensibles, créatifs, actifs et autonomes. De même, les personnes ne peuvent faire preuve de créativité, d'initiative ou d'imagination que si elles disposent de flexibilité, si elles ne craignent pas le changement, le risque, si elles savent gérer les incertitudes. Et surtout, si elles ont une estime d'elles-mêmes solide, c'est-à-dire si elles ont confiance en elles, en leurs possibilités. Si l'école accompagne les futurs citoyens – depuis tout petits – tout en les aidant à se construire un projet de vie autonome, fondé sur la connaissance de leurs propres talents et facultés et soutenu par la confiance et l'estime de leurs éducateurs, ce citoyen que nous voulons responsable, solidaire et créatif, deviendra possible. Non seulement grâce au rôle de l'école, mais aussi parce que le travail éducateur de la famille et des maîtres aura pu être optimisé dans un cadre facilitateur, celui de la ville éducatrice.

L'éducation formelle, non formelle et celle qui se fait tout au long de la vie, doivent donner la priorité au développement du potentiel talentueux de tous et de chacun de leurs étudiants. Tout le monde possède un talent ou un ensemble de talents, il faut donc inciter l'éclosion de celui que chacun porte en lui. C'est à l'école de le faire, certes, mais avec l'aide des autres institutions et organismes qui, dans une ville éducatrice, forment un réseau infini de possibilités éducatives et créatives. C'est pourquoi nous devrions fuir les conceptions homogénéisantes de l'enseignement et de l'apprentissage. Il faut abandonner l'idée scolaire selon laquelle tout le monde doit faire la même chose, au même moment, de la même façon. Si nous voulons encourager le talent et la créativité, ce modèle est tout à fait obsolète. Nous avons besoin d'écoles et d'organismes éducatifs qui puissent se distinguer par un projet éducatif imaginatif et propre. Chaque offre éducative doit savoir se singulariser à partir d'un ou de plusieurs points forts et doit donc être la plus créative possible pour les développer. En faisant cela, nous disposerions de villes dotées d'un réseau éducatif avec une pluralité de projets, et donc capable d'apporter une réponse à une grande diversité de demandes.

Sans bons maîtres il n'y a pas de bonnes écoles et sans bonnes écoles il n'y a pas de villes éducatrices. Les maîtres et professeurs sont les premiers agents éducatifs de la ville éducatrice, car, grâce à leur travail, ils garantissent son avenir, l'éthique de ses citoyens, sa qualité démocratique et son potentiel créatif.

Comme dans le cas des institutions éducatives, les enseignants doivent pouvoir exceller par leurs talents et capacités divers, ils doivent donc être les responsables de concevoir et gérer leurs projets d'école, de carrière, organisationnels et pédagogiques. Il faut rendre possible de façon approfondie l'autonomie des équipes enseignantes, des équipes de direction et des écoles, ainsi que l'autonomie locale, des

environnements éducatifs, afin de rendre possibles des projets éducatifs de villes propres et variés.

En définitive, une ville éducatrice est une ville qui exerce et offre de la liberté, c'est-à-dire de la confiance, à ses éducateurs, pour qu'ils exploitent leurs talent et créativité.

Enric Roca Casas

Créativité, innovation sociale et développement socio-affectif de la citoyenneté

Créativité et innovation constituent deux des axes transversaux sur lesquels pivotent les politiques actuelles à l'échelle internationale, nationale, (inter)régionale et locale. Les documents officiels de l'OCDE ou du Conseil de l'Europe lient souvent ces deux valeurs à la sphère économique et à l'intelligence exécutive : résoudre des problèmes de manière divergente. Créativité et innovation, signalent-ils, sont des capacités de base qu'il faut développer pour vertébrer la croissance économique des pays.

Sans nier la valeur de la créativité et de l'innovation en tant que vecteurs dynamisants de la nouvelle économie fondée sur le savoir, de façon complémentaire, et suivant une lecture éducative, comme l'indique la Charte des villes éducatrices, la créativité et l'innovation constitueraient aussi des vecteurs essentiels au service du développement intégral des citoyens.

Avec une vision pédagogique et une philosophie éthique et politique tournée vers le développement humain et le bien-être social, les villes éducatrices assument leur engagement éducatif envers les citoyens quand elles font de la ville quelque chose de plus qu'un espace physique, territorial, où se développent ses habitants, dont elles tentent de combler les besoins par le biais d'équipements et de ressources. En plus de tout ceci, une ville qui éduque, si nous cherchons les acceptations étymologiques du terme, développe les capacités de ses citoyens. Et une des dimensions du développement humain susceptible d'être développée est sans doute la créativité individuelle et collective au service du bien-être socio-personnel et au service de l'innovation sociale.

Intérioriser la logique et le langage de l'art est primordial pour profiler des villes éducatrices vertébrées autour de la créativité et de l'innovation au service du développement socio-personnel des citoyens.

Renforcer parmi les citoyens la condition d'acteurs et de protagonistes d'un nouvel espace scénique, la ville, qui trouve une existence dans l'intersubjectivité et l'affectivité qui l'habite.

Une ville qui encourage des dynamiques créatives auprès des citoyens, qui encourage la diversité dans toute son extension (ethnique, linguistique, religieuse, etc.), la culture populaire, l'expérimentation, l'échange et le dialogue dans les espaces publics. Qui

favorise les synergies et alliances nouvelles entre différents agents et agences (formels et non formels) destinés à la pratique d'un altruisme créatif au service de l'inclusion et de la cohésion sociale. Une ville qui assume sa responsabilité éducative en faveur de la créativité et de l'innovation encourage des espaces de rencontres, de communication et de relation qui amplifient la voix de leurs protagonistes : les citoyens.

Clara Romero Pérez

Inclure l'autre pour apprendre de l'autre

L'équité est un principe éthique fondamental reconnu dans la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948) et dans toutes les constitutions des pays démocratiques.

Une ville éducatrice a pour mission principale de faire parvenir l'éducation à toutes les personnes qui l'habitent. Cela signifie que les institutions éducatives doivent être particulièrement sensibles aux groupes vulnérables, de telle sorte que tous les citoyens disposent des mêmes chances pour développer leurs compétences et habilités. Le défi, c'est que l'éducation de qualité parvienne à tous, car l'éducation est la force motrice principale qui pousse l'ascenseur social vers le haut.

Une ville éducatrice est une ville qui inclut, qui intègre l'autre sans le désintégrer, qui accueille son talent pour le faire fructifier et donner le meilleur de lui à la société. C'est une ville qui offre des possibilités et qui vient à bout des préjugés et des clichés. Cependant le défi n'est pas facile. Il demande de l'imagination, particulièrement dans des contextes de crise sociale et économique et d'augmentation des besoins sociaux.

Le lien entre inclusion et créativité est tout à fait décisif. Pour garantir une éducation de qualité à tous, il ne suffit pas de reproduire de façon mimétique des modèles du passé. Il faut réviser le modèle et voir quels sont les moyens et canaux les plus efficaces pour parvenir à tous. Les institutions publiques doivent être particulièrement réceptives aux initiatives de la société civile et, en particulier, du troisième secteur, pour trouver des solutions équitables pour tous les citoyens. Il faut également ajouter les expériences d'autres villes du monde qui ont les mêmes préoccupations. Le Congrès des villes éducatrices de Barcelone est une occasion privilégiée de réaliser cet échange direct et ouvert entre des expériences géographiquement très éloignées, mais qui peuvent inspirer de nouvelles pratiques éducatives inclusives.

Dans ce labeur de créativité, il est essentiel d'ajouter l'expérience des universités, les projets de recherche innovateurs qui cherchent à rentabiliser au maximum les ressources éducatives afin qu'elles parviennent, efficacement, au plus grand nombre de personnes.

Inclure l'autre, ce n'est pas le dissoudre. C'est l'accueillir pour apprendre de lui et pour qu'il puisse développer tout le talent potentiel qu'il a en lui. Il faut changer de regard. Il est essentiel de voir dans les groupes vulnérables toutes les possibilités inhérentes, les possibilités que l'éducation est capable d'extraire et de faire fleurir.

Contre l'attitude fataliste, il faut adopter l'attitude constructive, qui voit des bourgeons là où d'autres ne voient qu'un paysage en ruines. Certaines expériences extrêmement riches, à partir de la musique, du théâtre et du sport, ont rendu possible la cohésion de groupes et de personnes socialement, économiquement et culturellement très éloignées. Une ville éducatrice doit construire des espaces-temps d'intersection où il soit possible pour les agents éducatifs, formels et non formels, d'ici et de là, organismes traditionnels et innovateurs, de se retrouver et de chercher des manières créatives de vaincre l'inertie de la pensée fataliste.

Francesc Torralba



4. Les idées force

Une ville éducatrice, une ville qui inclut

La ville en tant qu'agent éducateur

Le modèle de ville éducatrice que nous voulons proposer n'aspire pas à mettre à disposition de l'école les ressources offertes par les villes, mais plutôt à ce que la ville, dans son entier, se mette au service de l'éducation. De même que la vie est l'instrument essentiel pour éduquer pour la vie, l'instrument essentiel qui permet la fonction authentique de la ville en tant qu'éducatrice, c'est la ville elle-même, transformée en modèle de bien-vivre. Ce qui éduque le plus c'est ce que l'on vit. L'opportunité que nous avons, vis-à-vis des générations actuelles et futures, c'est d'offrir un modèle de vie urbaine digne, conscient, attentif, compatissant et de qualité.

Mais nous savons que l'idéal de la ville éducatrice en tant que telle n'existe pas, c'est une utopie. Pour construire une ville éducatrice, il faut poursuivre de grands objectifs, prendre des risques, imaginer l'impossible et rendre l'ordinaire extraordinaire. Nous croyons que les contenus de la Charte des villes éducatrices peuvent servir d'inspiration aux multiples tentatives de concrétisation de cette utopie, afin de la construire, de l'incarner dans des projets de vie en commun qui en valent la peine. Tout commence par le regard, un regard problématisant et émancipateur, qui recherche des contextes et des opportunités pour vivre la ville et cultiver l'esprit de citoyenneté. C'est pourquoi améliorer la ville signifie aussi rééduquer notre regard, voir dans chaque rue, dans chaque bâtiment, dans chaque événement une opportunité éducatrice.

Dans ce labeur collectif, il convient d'accorder un rôle très important à la fonction des gestionnaires publics, car ils ont entre leurs mains la possibilité réelle de pouvoir transformer des mal-être citoyens en bien-être. C'est dans la politique quotidienne des villes que nous pouvons incorporer petit à petit le soin pour les citoyens, l'attention aux personnes et à leurs particularités. Quand nous le faisons, nous parvenons à fondre éthique et politique dans la ville.

Faire du droit à la ville et du droit à l'éducation pour tous une réalité

Inévitablement, dans un environnement technique et économique hautement changeant, nos villes affrontent des dynamiques d'inclusion et d'exclusion très poreuses, aux frontières floutées. Malgré les politiques de réduction de la pauvreté et l'augmentation de l'accès aux services sociaux, éducatifs ou sanitaires, nombreuses sont les villes à connaître en parallèle une augmentation des inégalités ou l'émergence de nouvelles formes de marginalisation.

Si nous voulons que le droit à la ville pour tous soit une réalité, un des défis fondamentaux que nous devons relever ces prochaines années sera l'attention aux personnes âgées, dont il faudra s'occuper suivant leurs besoins, tout en profitant et en incitant les apports précieux que peut faire ce collectif à la communauté.

De même, un autre des défis essentiels qui nous attend sera l'attention à la petite enfance, ainsi que le support aux parents et la réponse à leurs besoins. Tout comme les politiques d'accompagnement alimentaire, de santé, entre autres, adressées aux enfants et aux jeunes.

Dans les villes, les espaces de rencontre où grandir et vivre ensemble sont toujours nécessaires. Nous devons faire du droit à la ville et du droit à l'éducation une réalité, comme des droits équitables dans leur entier, en travaillant ensemble, de façon coordonnée, en renforçant la différence et en stimulant la coopération.

Une école accessible pour tous reste encore aujourd'hui un élément central pour garantir un de ces espaces privilégiés de socialisation ; car l'espace scolaire est capable d'accueillir la diversité et permet à tous de trouver et donc de partager un même cadre éducatif et de vivre-ensemble.

Promouvoir une véritable démocratisation de l'accès à l'information et encourager la créativité

Nous savons également que ces dernières années, une véritable démocratisation de l'accès à l'information s'est produite et, en ce sens, le nuage numérique ouvre de grandes possibilités réelles. Au niveau technologique, le « nuage » permet une capacité de calcul, de stockage de l'information, infinie. En même temps, la technologie mobile offre un accès universel ; les réseaux sociaux permettent la connexion des personnes en configurant des communautés virtuelles à partir de leurs intérêts ; et les dispositifs technologiques – l'internet des choses – permettent d'interpréter et d'intervenir sur ce qui se déroule dans les villes en temps réel.

Pour cette raison, il est nécessaire de permettre aux personnes de pouvoir mieux utiliser la technologie, tout en optimisant leurs possibilités conformément à leur condition et leur situation (motivation et formation de jeunes à risque ; femmes isolées qui démarrent des programmes d'entrepreneuriat ; personnes handicapées ; protection et diffusion des langues minoritaires, etc.). Pour toutes ces raisons, il convient d'encourager les habiletés numériques de tous les citoyens, pour rendre possible l'accès gratuit à l'information importante et au savoir. Il faut également développer des formes d'innovation sociale qui permettent aux personnes de discuter de leurs problèmes, dans des modalités multiprofessionnelles ou sous de nouvelles formes d'alliance.

Au XXI^e s., nous passons de la société de l'information à la société du savoir et de l'innovation. Pour cette raison, le besoin de favoriser la créativité augmente parmi nous, car nous voyons que la créativité contribue à notre développement personnel et communautaire et que c'est une source intarissable de création de richesse. C'est une

excellente opportunité pour que la mission des villes éducatrices développe une de leurs meilleures vertus : la puissance pédagogique de leur capacité créative.

Par ailleurs, la créativité dont nous parlons ne s'adresse pas à une minorité élitiste. Au contraire, nous voulons la travailler et la développer chaque jour avec tous les citoyens. Comme il est déjà survenu à d'autres moments historiques de l'humanité, en des lieux aussi emblématiques qu'Athènes, Florence, Paris ou Vienne, la ville peut devenir un espace privilégié où encourager et diffuser la pensée et le raisonnement des personnes – à l'intérieur et à l'extérieur de l'école –, les sciences et les arts, la recherche et l'expérimentation. Ainsi, les mécanismes propres aux villes peuvent se transformer car ils encouragent le dialogue, l'humanisme, la pensée, l'intelligence collective et la liberté de création.

En effet, le talent créatif peut être utilisé dans de nombreuses villes et de nombreux pays comme un chemin vers la libération. Soulignons le pouvoir de communication et de vie des arts : l'art comme voie de rapprochement et d'émancipation des personnes. Il faut investir dans la créativité, encourager la culture et reconnaître la fonction de l'art comme encouragement du talent personnel et comme mécanisme de cohésion sociale et donc, aussi des communautés, des villes ; en plus de pouvoir être un outil de libération des souffrances ou des marginalisations personnelles ou collectives.

Construire une citoyenneté de qualité par le biais de la participation

Les inclusions et les exclusions sont plurielles et diverses, mais l'exclusion comporte toujours un sentiment subjectif. Le désir le plus général chez tout le monde est de pouvoir compter sur quelqu'un, signifier quelque chose pour les autres, se sentir partie active d'un projet commun.

Si la ville éducatrice est celle qui éduque ou déséduque par elle-même, il faut choisir en toute conscience de faire des villes inclusives et participatives et que cela se reflète non dans les discours mais dans les actions, dans les politiques d'urbanisme, familiale, de l'habitat, de la petite enfance, etc.

Nous devons construire une citoyenneté en encourageant la participation dans l'espace public, pour faire en sorte que les bénéficiaires deviennent les acteurs principaux de leurs propres vies. Il faut éviter que les habitants qui participent soient seulement les habitants « installés » ou privilégiés, car participer c'est « prendre part » (activement) et pas seulement « être une partie » (passivement). Tout le monde devrait devenir une partie active dans des conditions de pleine égalité, car aujourd'hui, les exclus sont les sans-voix, les invisibles, ceux qui sont souvent très éloignés de la participation réelle. Le manque de qualité de l'information qui ne parvient pas aux exclus est un facteur qui intervient dans cette situation.

L'égalité est la base de la démocratie et le début de la justice. Les citoyens doivent pouvoir se sentir semblables, proches, concernés. En conséquence, ce qui arrive à l'autre ne nous est pas indifférent. La ville peut aider à générer la construction du bien commun à tous ; elle peut bâtir des formes de confiance qui fassent affleurer toutes les

potentialités de chacun. Les sociétés doivent approfondir dans la création de la citoyenneté participative. Les écoles jouent aussi un rôle important en tant qu'espaces d'accueil et de réinvention du monde.

Les gouvernants des villes éducatrices doivent savoir générer la confiance à partir de l'exemplarité ; ils doivent rêver afin de pouvoir transformer la vie quotidienne ; ils doivent aider à faire en sorte que l'éducation intègre les arts, les valeurs démocratiques et les sentiments, le cœur ; et ils doivent protéger les citoyens les plus faibles par des politiques spécifiques.

Les gouvernants des villes éducatrices doivent également aider à pouvoir transformer l'exclusion, tout en étant capables d'écouter les enfants et les jeunes. Les villes éducatrices doivent générer des politiques d'urbanisme non discriminantes où les ghettos de pauvres et les ghettos de riches n'ont pas leur place (s'il y a des ghettos il n'y a pas de ville) ; ils doivent gérer l'information de façon hautement qualitative en évitant la propagande et en permettant aux citoyens de participer ; ils doivent créer des espaces d'éducation et de culture de grande porosité dans toute la ville ; ils doivent favoriser des politiques qui prennent soin des citoyens, qui les accompagnent avec considération et respect vers l'individualité de chacun et ils doivent prendre en compte, par dessus tout, qu'il faut préserver la dignité humaine et que tout le monde a droit à la beauté, à des habitats bien conçus, un environnement agréable, des équipements esthétiquement beaux et des éléments visibles de qualité.

À partir des résumés de Clara Romero Pérez et Enric Roca Casas, membres du Comité scientifique.

**Àngel Castiñeira
Miquel Martínez**



5. Les propositions

Les défis d'une ville éducatrice. Déclaration du XIII^e Congrès international des villes éducatrices

1. Introduction

L'année 2014 marque les 20 ans de la création de l'Association internationale des Villes éducatrices (AICE). Pendant cette période, l'AICE s'est consolidée et a crû jusqu'à réunir 478 villes de 36 pays de tous les continents.

Pendant toutes ces années, avec les villes engagées sur les principes de la Charte des Villes éducatrices, se sont données rendez-vous régulier, tous les deux ans, pour échanger des expériences et des connaissances afin de faire face aux importants défis mondiaux qu'elles doivent relever et qui affectent directement la vie des citoyens et des citoyennes.

En temps de crise, plus que jamais, la notion de ville éducatrice garde tout son sens, les difficultés nous poussant à être inventif et solidaire, et à faire appel à l'implication citoyenne.

Sous le thème « **Une ville éducatrice est une ville inclusive** », s'est tenu à Barcelone, du 13 au 15 novembre 2014, le XIII^e Congrès international des Villes éducatrices 2014, auquel ont participé 838 personnes de 189 villes de 34 pays.

Le congrès a offert 7 conférences plénières, 84 ateliers et 49 *speakers' corners*. Nous avons analysé et partagé des expériences et nous avons fait des propositions pour faire en sorte que les villes du monde entier soient des villes de plus en plus éducatrices ; des villes inclusives réunissant les conditions pour générer le bien-être social et la santé de tous ceux et celles qui les habitent ; des villes promouvant parmi toutes les personnes qui y vivent des attitudes de solidarité, de respect et d'intérêt pour le bien commun.

Ce congrès a promu le débat critique et nous a aidés à prendre conscience de ce que la Ville éducatrice a un rôle essentiel et déterminant à jouer dans la promotion intégrale de l'inclusion, de la participation citoyenne et de son potentiel créatif et innovateur.

En plein processus de définition du nouvel Agenda urbain du Développement post-2015, il est nécessaire de continuer à travailler pour consolider et élargir les réussites dans le cadre local et international dans le but de lutter contre l'exclusion sociale, en impulsant des réponses nouvelles, des idées forces et transversales. C'est pour cela que les Villes éducatrices souscrivent la présente Déclaration, qui développe certains des principes de la Charte de Villes éducatrices. Cette Déclaration part de constatations pour adopter, par la suite, des engagements en faveur de l'inclusion sociale et émettre, finalement, des vœux à l'échelle nationale et internationale.

2. Nous constatons que

1. Plus de la moitié de la population mondiale réside dans des environnements urbains, et la prévision est que cette tendance devrait se poursuivre à la hausse. Parallèlement, on constate que les villes sont la scène sur laquelle se manifestent

- de la manière la plus dramatique qui soit les diverses crises que doit affronter aujourd'hui l'humanité : des crises ayant des répercussions dans le monde entier, et dont les effets accentuent les situations de discrimination et d'exclusion.
2. L'exclusion a de multiples dimensions : sociale, économique, politique, culturelle, relationnelle, numérique, générationnelle et de genre, et elle s'exprime de manières diverses dans les différents pays du monde : pauvreté, chômage ou précarité de l'emploi, affaiblissement des relations communautaires et fracture du lien social, ségrégation spatiale de la population, manque de logement ou précarité de celui-ci, accès inégal à la santé et à un environnement sain, inadéquation des espaces et des services publics pour les personnes ayant un handicap ou une mobilité réduite, accès insuffisant au transport public, dotation déficiente de services publics de qualité, absence de politiques d'égalité des chances, etc.
 3. Dans la ville, l'exclusion se concrétise pour certaines couches sociales de manière plus accentuée que pour d'autres, principalement pour des raisons de genre, d'orientation sexuelle, d'origine ethnique, de religion, ou pour des groupes de population plus vulnérables tels que les jeunes enfants ou les personnes âgées, les personnes handicapées ou les personnes défavorisées socialement ou économiquement. Mais elle affecte aussi de plus en plus les chômeurs et les classes moyennes, qui souffrent tout spécialement des effets d'une crise qui peut devenir, dans certaines régions du monde, une crise structurelle.
 4. La ville contemporaine, quand elle se laisse mener par les diktats du marché, finit par être un espace d'inégalité croissante et même d'exclusion sociale. Mais la ville est aussi le plus grand fournisseur potentiel de ressources conviviales, sociales et démocratiques pour promouvoir l'inclusion.
 5. Les nouvelles technologies de l'information et de la communication gagnent en importance dans un monde globalisé, dans lequel les villes sont plus interconnectées que jamais. Les TIC ont eu une incidence sur la vie quotidienne des individus. En modifiant notre réalité, elles constituent un important moyen d'interaction, de relation et d'accès à la connaissance mais elles peuvent aussi être un instrument de contrôle ou de harcèlement ainsi qu'une source d'inégalité. C'est pour cela qu'il est nécessaire de développer leurs potentialités et de combattre leurs mauvais usages.
 6. L'action politique permet d'avoir une incidence sur les causes de l'exclusion et de transformer la réalité sociale à partir d'interventions basées sur des valeurs telles que l'équité, la solidarité, le respect des différences et la promotion du développement durable. Elle peut générer des sociétés de cohésion et plus démocratiques garantissant l'exercice des droits de base de la citoyenneté (droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels).
 7. Les Villes éducatrices renforcent et génèrent des politiques de participation citoyenne, de travail et de collaboration entre tous les agents sociaux et éducatifs qui les configurent. Elles savent donner une importance démocratique à leurs actions et peuvent renforcer l'action civique, l'inclusion sociale et la richesse économique de leur environnement.
 8. Il faut remarquer le rôle central des administrations publiques locales dans la tâche d'articulation des politiques inclusives et transversales. Parallèlement, ajouter l'initiative citoyenne à l'effort municipal permet de mobiliser toutes les ressources de la ville, créer des réseaux de collaboration, développer une citoyenneté active et des valeurs de solidarité et d'engagement, en définitive, gagner en efficacité au moment d'aborder l'exclusion sociale.
 9. Une offre éducative de qualité, que ce soit dans le domaine formel ou non-formel, basée sur le principe d'égalité des chances, est un outil clé pour développer l'inclusion, avec des résultats à moyen et long termes. Dans ce cadre, l'école joue un rôle central parce qu'elle est, à la fois, une source de connaissances et de développement de compétences personnelles nécessaires pour la vie et un

laboratoire actif de diversité sociale et culturelle qui permet de former à une citoyenneté responsable, critique et collaborative. Et cette formation ne s'achève pas avec l'enfance ou la jeunesse, mais dure tout au long de la vie.

10. L'accès inégal à l'offre culturelle et aux activités de loisirs sont aussi la source d'inégalités éducatives et sociales. On constate la nécessité de démocratiser l'accès à une offre culturelle et ludique de qualité, ainsi que de développer une politique du temps qui permette de concilier la vie familiale, le travail et les loisirs.

3. Nous nous engageons

Nous, les Villes éducatrices, nous sommes des agents proactifs qui parions pour la cohésion sociale. Les actions en faveur de la cohésion sont multiples et diverses, et elles se caractérisent par une vision exhaustive et transversal. Les riches débats et expériences partagés pendant le congrès de Barcelone ont mis en évidence le fait que les Villes éducatrices misent de manière ferme sur l'inclusion. Pour ce faire, nous voulons rendre public, de manière solennelle, les engagements communs suivants.

1. Nous, les Villes éducatrices, nous nous engageons à adopter des politiques proactives et préventives pour favoriser l'inclusion, et faire des propositions concrètes pour avoir une incidence sur les causes de l'exclusion.
2. Nous, les Villes éducatrices, nous nous engageons à améliorer les processus de construction personnelle et sociale de la citoyenneté :
 - en renforçant les politiques d'inclusion sociale embrassant toute la réalité communautaire et orientées par le principe démocratique d'égalité ;
 - en établissant les services sociaux nécessaires pour répondre à la demande des groupes plus vulnérables ; des services développant l'autonomie et les potentialités des individus, dans un but de réinsertion sociale ;
 - en prévoyant des ressources destinées à améliorer la cohésion, l'inclusion et la cohabitation pour favoriser la création d'institutions et d'individus coopératifs ;
 - en effectuant une distribution équitable des ressources et en renforçant les pouvoirs civiques.
3. Nous, les Villes éducatrices, nous nous engageons à développer l'éducation, formelle, non-formelle et informelle, tout au long de la vie, comme un des instruments les plus pertinents pour développer des compétences personnelles et sociales et investir dans le capital humain.
4. Nous, les Villes éducatrices, nous nous engageons à miser sur la réussite éducative de tous les citoyens et l'amélioration de la qualité du système scolaire, en fournissant et en promouvant des programmes et des actions afin d'augmenter la réussite scolaire dans la formation obligatoire et l'accès à la formation tout au long de la vie, et en créant des stratégies de développement de compétences. Cela implique :
 - de développer des formes d'interaction entre les communautés éducatives, tout spécialement entre l'école et la famille ;
 - de renforcer la formation des maîtres et des parents ;
 - de combattre les stéréotypes stigmatisants qui rendent tout particulièrement difficiles la cohésion sociale et la bonne cohabitation ;
 - de favoriser la relation entre les communautés scolaires situées en différents lieux de la ville dans le but de renforcer le sens d'appartenance à la ville et la fraternité entre les groupes sociaux et culturels qui sont habituellement éloignés les uns des autres ;
 - de promouvoir l'éducation des personnes adultes pour donner des opportunités de formation à ceux et celles qui ne l'ont pas eue ou qui ont abandonné tôt les études.

5. Nous, les Villes éducatrices, nous nous engageons à créer des projets éducatifs ayant une utilité sociale, combinant l'apprentissage et le service à la communauté, afin que les personnes qui participent se forment petit à petit aux réalités et aux nécessités de leur environnement urbain, tout en contribuant à leur transformation et à leur amélioration.
6. Nous, les Villes éducatrices, nous nous engageons à créer : des espaces actifs pour l'interrelation inclusive des citoyens, en renforçant le travail en réseau ; des procédures participatives et de délibération ; et des espaces où cultiver la pensée divergente et le langage créatif et critique au travers de l'expérimentation, de la discussion et du débat dans la vie publique.
7. Nous, les Villes éducatrices, nous nous engageons à développer la cohésion sociale, le vivre ensemble et les relations intergénérationnelles et interculturelles, en promouvant la reconnaissance de la richesse de la diversité culturelle présente dans la ville et l'apprentissage des différentes langues.
8. Nous, les Villes éducatrices, nous nous engageons à promouvoir une ville accessible et interconnectée au travers d'un transport public durable, respectueux de l'environnement et adapté aux différentes nécessités ; une ville unique pour tous ses habitants, libre de barrières physiques et de ségrégation spatiale.
9. Nous, les Villes éducatrices, nous nous engageons à lutter contre les inégalités de genre et à impulser des actions éducatives et sociales pour éviter la féminisation de l'exclusion sociale.
10. Nous, les Villes éducatrices, nous nous engageons à développer le dialogue et la coopération entre le monde du travail (les entreprises, les organisations syndicales, les syndicats professionnels, etc.), la culture et les pouvoirs publics locaux pour pouvoir offrir des services d'orientation et d'accompagnement, éducatifs et professionnels, personnalisés favorisant la réinsertion éducative et la réactivation ou l'amélioration professionnelle des citoyens, et générateurs d'innovation, de créativité et d'esprit d'entreprise.
11. Nous, les Villes éducatrices, nous nous engageons à renforcer la responsabilité sociale des entreprises en faisant en sorte qu'elles consacrent une partie de leurs interventions à améliorer la cohésion sociale de l'environnement urbain dans lequel elles sont installées, et à renforcer le volontariat civico-social dans les entités de l'économie sociale et solidaire, parce que c'est un lieu privilégié de rencontre et d'activité conjointe entre les générations et entre les différents groupes culturels, sociaux et ethniques qui peut contribuer à améliorer la qualité de vie des citoyens et des quartiers.
12. Nous, les Villes éducatrices, nous nous engageons à promouvoir des synergies entre les universités, les institutions d'enseignement supérieur, les centres de recherche et technologiques, les technopoles, les centres de formation, et les écoles, et faire de la ville un espace riche en opportunités pour la formation et l'apprentissage dans la société de la connaissance.
13. Nous, les Villes éducatrices, nous nous engageons à offrir à tous les citoyens des opportunités éducatives, culturelles, sportives et de loisirs de proximité et accessible, et qui transmettent les valeurs de l'inclusion, de la solidarité et de la cohésion sociale.
14. Nous, les Villes éducatrices, nous nous engageons à promouvoir la santé et le bien-être de toute la population au travers de politiques de prévention développant un style de vie sain, ainsi qu'à assurer l'accès pour tous à la santé.
15. Nous, les Villes éducatrices, nous nous engageons à développer une politique de communication assurant l'accessibilité à l'information, contribuant à rompre les stigmatisations et les préjugés négatifs associés à certains collectifs et facilitant l'accès aux technologies de l'information et de la communication aux individus en situation ou en danger d'exclusion sociale.

16. Nous, les Villes éducatrices, nous nous engageons à impulser des initiatives permettant de concilier la vie personnelle, familiale et professionnelle, et favorisant l'emploi et la rationalisation des usages du temps dans la ville.
17. Nous, les Villes éducatrices, nous nous engageons à adopter les instruments de suivi et d'évaluation nécessaires pour mettre en œuvre ces politiques, ainsi que faire connaître et partager l'expérience acquise, la connaissance et les résultats obtenus avec d'autres villes.

4. Nous appelons à

Ayant constaté les changements urbains, sociaux, économiques et culturels mentionnés ci-dessus, et ayant assumé collectivement en tant que Villes éducatrices un ensemble d'engagements pour guider notre présente et future intervention pour l'inclusion, nous souhaitons finir cette Déclaration en faisant un appel aux acteurs publics internationaux, nationaux et locaux (cantons, régions, départements, etc.), et à l'ensemble des citoyens pour qu'ils contribuent, de manière coresponsable, à atteindre ces objectifs.

Nous appelons les gouvernements, les institutions et les citoyens à :

1. la reconnaissance du rôle que jouent les pouvoirs locaux en tant qu'agents d'inclusion et générateurs d'opportunités et de solutions aux anciennes et nouvelles causes d'exclusion ;
2. une plus grande décentralisation des compétences clés de promotion de l'inclusion sociale, en assurant une redistribution adéquate des ressources.
3. un plus grand engagement de la part de toutes les administrations publiques à apporter la dotation de ressources humaines, infrastructurelles et financières essentielles pour développer et faire durer les politiques d'inclusion sociale qui sont nécessaires ;
4. un engagement des organismes locaux d'une même aire métropolitaine pour l'articulation à différents niveaux et la concertation de politiques et de services en vue d'une meilleure efficacité dans les actions d'inclusion sociale ;
5. une implication active de la part de la société civile organisée, et tout particulièrement de l'économie sociale et solidaire, et de tous les citoyens dans la définition et la mise en œuvre de politiques d'inclusion sociale des villes.

International Association of
Educating Cities
Association Internationale des
Villes Éducatrices
Asociación Internacional de
Ciudades Educadoras
Associació Internacional de
Ciutats Educadores



**XIII^e Congrès International
des Villes Éducatrices 2014**
Barcelona 13-16 novembre

